

Votre partenaire de choix
en formation
partout dans le monde



Depuis 1947

70

**Rapport
du deuxième
trimestre 2018**

Rapport financier
pour le trimestre clos le 30 septembre 2017

Rapport aux actionnaires

Rapport de gestion

1	1. Points saillants
2	2. Introduction
4	3. À propos de CAE
11	4. Variations du change
12	5. Mesures hors PCGR et autres mesures financières
15	6. Résultats consolidés
18	7. Résultats par secteur
24	8. Mouvements de trésorerie et liquidités consolidés
25	9. Situation financière consolidée
27	10. Regroupements d'entreprises
27	11. Modifications de méthodes comptables
28	12. Contrôles et procédures
29	13. Principales informations financières trimestrielles

États financiers consolidés intermédiaires

30	État consolidé de la situation financière
31	État consolidé du résultat net
32	État consolidé du résultat global
33	État consolidé des variations en capitaux propres
34	Tableau consolidé des flux de trésorerie

Notes annexes

35	Note 1	Nature des activités et principales méthodes comptables
36	Note 2	Modifications de méthodes comptables
37	Note 3	Regroupements d'entreprises
38	Note 4	Créances clients et autres débiteurs
38	Note 5	Charges financières – montant net
39	Note 6	Participation gouvernementale
39	Note 7	Capital-actions, résultat par action et dividendes
40	Note 8	Rémunération du personnel
40	Note 9	Autres profits (pertes) – montant net
40	Note 10	Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition
41	Note 11	Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie
41	Note 12	Juste valeur des instruments financiers
44	Note 13	Secteurs opérationnels et secteurs géographiques
46	Note 14	Transactions avec les parties liées

Rapport aux actionnaires

CAE publie ses résultats et annonce des produits des activités ordinaires de 646,0 millions \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice financier 2018, comparativement à 635,5 millions \$ au deuxième trimestre de l'an dernier. Le résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres se chiffre à 65,2 millions \$ (0,24 \$ par action) au deuxième trimestre comparativement à 48,3 millions \$ (0,18 \$ par action) l'an dernier. Abstraction faite du gain réalisé à la cession du Zhuhai Flight Training Centre (ZFTC), le résultat net au deuxième trimestre aurait été de 58,2 millions \$ (0,22 \$ par action).

Le résultat opérationnel sectoriel total s'élevait à 109,3 millions \$ (95,0 millions \$ avant le gain lié au ZFTC) au deuxième trimestre comparativement à 85,8 millions \$ au deuxième trimestre l'an dernier. Les données financières sont exprimées en dollars canadiens, sauf indication contraire.

« Nos résultats opérationnels pour le trimestre continuent d'appuyer nos perspectives pour l'exercice complet, a déclaré Marc Parent, président et chef de la direction de CAE. Le haut niveau d'activités que nous connaissons actuellement contribue à renforcer notre confiance. Au cours du trimestre, nous avons maintenu d'excellents résultats dans le secteur Civil, et les secteurs Défense et Santé connaissent un élan positif. Les commandes totales pour le trimestre ont atteint 931 millions \$, dont plus de la moitié proviennent de nos clients du secteur Défense. Dans l'ensemble, l'environnement demeure favorable pour CAE et nous nous attendons à continuer de gagner notre juste part de marché dans un vaste éventail d'occasions d'affaires. »

Solutions de formation pour l'aviation civile (Civil)

Les produits des activités ordinaires du secteur Civil se chiffrent à 349,0 millions \$ au deuxième trimestre, en baisse de 2 % comparativement au même trimestre l'an dernier. Le résultat opérationnel sectoriel est de 77,1 millions \$ (22,1 % des produits des activités ordinaires) au deuxième trimestre, ce qui comprend le gain lié à la cession du ZFTC. Abstraction faite de ce gain, le résultat opérationnel sectoriel aurait été de 62,8 millions \$ (18,0 % des produits des activités ordinaires), une hausse de 16 % comparativement au deuxième trimestre l'an dernier. Le taux d'utilisation des centres de formation du secteur Civil au deuxième trimestre est de 70 %.

Au cours du trimestre, le secteur Civil a signé des contrats portant sur des solutions de formation pour des commandes reçues d'une valeur de 387,6 millions \$, y compris des contrats de formation à long terme avec Iberia Airlines, Brussels Airlines et Endeavor Air. Au cours de ce même trimestre, le secteur Civil a vendu 11 simulateurs de vol (FFS), dont un FFS Boeing 777X à Lufthansa Aviation Training, un FFS Airbus A320NEO et un FFS Boeing 737MAX à Korean Air, et un FFS Boeing 737MAX à Fiji Airways. Le secteur Civil a vendu 19 FFS au cours du premier semestre de l'exercice financier.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes du secteur Civil est de 1,11 pour le trimestre et de 1,03 pour les 12 derniers mois. Le carnet de commandes du secteur Civil se chiffre à 3,1 milliards \$ à la fin du trimestre.

Défense et sécurité (Défense)

Les produits des activités ordinaires du secteur Défense se chiffrent à 268,7 millions \$, une hausse de 6 % comparativement au deuxième trimestre de l'exercice précédent et le résultat opérationnel sectoriel est de 30,0 millions \$ (11,2 % produits des activités ordinaires), une hausse de 3 % comparativement au deuxième trimestre l'an dernier.

Au cours du trimestre, les commandes reçues de la Défense se chiffrent à 515,5 millions \$, y compris les commandes pour les dispositifs d'entraînement aux systèmes d'armes C-130J pour la U.S. Air Force et la Garde nationale aérienne. Mettant en lumière le caractère récurrent des services de CAE, le secteur Défense a signé un contrat avec le ministère de la Défense du Royaume-Uni pour la prolongation des services d'entraînement des équipages au centre de formation des équipages d'hélicoptères moyens de soutien (MSHATF) de CAE. Le secteur Défense a également reçu des commandes pour la prolongation des services d'entraînement des équipages du T-44C de la U.S. Navy et des contrats de la U.S. Air Force pour la prolongation des services d'entraînement des équipages du KC-135. Les derniers contrats comprennent également des mises à niveau et de modifications des dispositifs d'entraînement existants du KC-135 de la Force aérienne. Dans le domaine des avions télépilotés, le secteur Défense a reçu un contrat pour la prolongation des services d'entraînement des équipages d'avions MQ-1 Predator et MQ-9 Reaper et pour l'élaboration de didacticiels.

Le ratio de commandes/ventes du secteur Défense est de 1,92 pour le trimestre et de 1,53 pour les 12 derniers mois (excluant les options de contrat). Le carnet de commandes du secteur Défense, incluant les options et la quote-part de CAE dans les coentreprises, s'élève à 3,6 milliards \$ à la fin du trimestre.

Santé

Les produits des activités ordinaires pour le secteur Santé se chiffrent à 28,3 millions \$ au deuxième trimestre, comparativement à 27,6 millions \$ au même trimestre l'an dernier, et le résultat opérationnel sectoriel est de 2,2 millions \$, comparativement à 2,6 millions \$ au deuxième trimestre de l'exercice précédent.

CAE Santé a commencé les livraisons de CAE Juno, son mannequin destiné à l'enseignement de compétences cliniques qui répond aux exigences de la formation de base en soins infirmiers, qui représente le plus grand segment du marché de la formation en soins de santé. La réponse des clients à l'égard des nouveaux produits du secteur Santé a été favorable et a reçu des éloges, qui témoignent du leadership d'opinion de CAE dans le domaine de la simulation de soins de santé. Anesthesia SimSTAT, une plateforme de formation utilisant la simulation sur écran élaborée avec l'American Society of Anesthesiologists (ASA), a remporté le prix orgCommunity Innovation 2017. De plus, CAE Santé a remporté le prix Unity Impact pour son simulateur d'échographie CAE VimedixAR, qui intègre

des hologrammes interactifs en temps réel de l'anatomie humaine à l'environnement réel. Il s'agit de la première application de réalité mixte intégrant les HoloLens de Microsoft sur le marché de la simulation médicale.

Autres points saillants financiers

Les flux de trésorerie disponibles provenant des activités poursuivies se chiffrent à 63,5 millions \$ pour le trimestre comparativement à 27,3 millions \$ au deuxième trimestre l'an dernier. La hausse des flux de trésorerie disponibles est essentiellement attribuable à la baisse de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie et à la hausse de trésorerie liée aux activités opérationnelles poursuivies.

Pour ce trimestre, l'impôt sur le résultat s'est chiffré à 24,8 millions \$, ce qui représente un taux d'imposition effectif de 27 %, comparativement à 16 % pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent. L'augmentation du taux d'imposition est principalement attribuable à la cession du ZFTC et à une incidence défavorable des contrôles fiscaux au Canada ce trimestre. Excluant l'incidence de la cession du ZFTC, le taux d'imposition au deuxième trimestre aurait été de 23 %.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et à la maintenance ont totalisé 24,4 millions \$ ce trimestre.

À la fin du trimestre, la dette nette était de 669,8 millions \$ et le ratio de la dette nette sur le capital total était de 24,1 %. À la clôture du trimestre précédent, la dette nette était de 804,3 millions \$ et le ratio de la dette nette sur le capital total était de 27,5 %.

Le rendement du capital utilisé était de 11,2 %, comparativement à 10,7 % au dernier trimestre.

CAE versera un dividende de neuf cents par action le 29 décembre 2017 aux actionnaires qui seront inscrits au registre le 15 décembre 2017.

Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2017, CAE a racheté et annulé 954 100 actions ordinaires aux termes d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités (OPRCN), à un prix moyen pondéré de 20,84 \$ l'action ordinaire, pour une contrepartie totale de 19,9 millions \$.

Perspectives inchangées de la direction pour l'exercice 2018

CAE prévoit une croissance soutenue pour l'exercice financier 2018. Dans le secteur Civil, la Société prévoit générer une croissance du résultat opérationnel légèrement au-dessus des deux chiffres en continuant d'améliorer sa pénétration du marché de la formation avec ses solutions novatrices et en conservant sa position de chef de file dans les ventes de simulateurs de vol. Dans le secteur Défense, la Société prévoit un taux de croissance à un chiffre entre la partie médiane et supérieure de la fourchette, alors qu'elle commence à mettre en œuvre les programmes récemment remportés faisant partie du carnet de commandes et qu'elle continue de gagner sa juste part d'occasions dans un marché de la défense plus fort. CAE s'attend à ce que le secteur Santé reprenne sa croissance cette année grâce à la hausse des ventes provenant de ses occasions d'affaires et du lancement de nouveaux produits, qui, selon les prévisions, entraîneront une croissance à long terme à deux chiffres. La Société prévoit une intensité du capital plus faible pour l'exercice 2018 avec des dépenses en immobilisations qui seront de l'ordre de 150 millions \$ (222,9 millions \$ pour l'exercice 2017), en raison des occasions fondées sur le marché pour le rendement croissant des investissements. Les attentes de la direction sont fondées sur les conditions du marché qui sont positives et sur l'accueil réservé par les clients à l'égard des solutions de formation de CAE, ainsi que sur les importantes hypothèses formulées dans ce communiqué, dans le rapport de gestion trimestriel et dans le rapport de gestion de l'exercice 2017 de CAE.

* Ce rapport inclut des mesures hors PCGR et autres mesures financières. Pour plus de renseignements et un rapprochement détaillé de ces mesures, veuillez vous référer au point 5 du rapport de gestion de CAE.

Rapport de gestion

pour le trimestre clos le 30 septembre 2017

1. POINTS SAILLANTS

DONNÉES FINANCIÈRES

DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2018

Produits des activités ordinaires poursuivies en baisse par rapport au trimestre précédent et en hausse par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2017

- Les produits des activités ordinaires poursuivies consolidés se sont établis à 646,0 millions \$ ce trimestre, en baisse de 52,9 millions \$, soit 8 %, par rapport au trimestre précédent et en hausse de 10,5 millions \$, soit 2 %, par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2017;
- Au premier semestre de l'exercice 2018, les produits des activités ordinaires poursuivies consolidés se sont établis à 1 344,9 millions \$, en hausse de 57,8 millions \$, soit 4 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Résultat opérationnel sectoriel total¹ en hausse par rapport au trimestre précédent et au deuxième trimestre de l'exercice 2017

- Le résultat opérationnel sectoriel total s'est établi à 109,3 millions \$ ce trimestre, en hausse de 11,5 millions \$, soit 12 %, par rapport au trimestre précédent et de 23,5 millions \$, soit 27 %, par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2017;
- Au premier semestre de l'exercice 2018, le résultat opérationnel sectoriel total s'est établi à 207,1 millions \$, en hausse de 29,2 millions \$, soit 16 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société en hausse par rapport au trimestre précédent et au deuxième trimestre de l'exercice 2017

- Le résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société s'est élevé à 65,2 millions \$ (soit 0,24 \$ par action) ce trimestre, comparativement à 63,8 millions \$ (soit 0,24 \$ par action) au trimestre précédent, en hausse de 1,4 million \$, soit 2 %, et à 48,3 millions \$ (soit 0,18 \$ par action) au deuxième trimestre de l'exercice précédent, ce qui représente une augmentation de 16,9 millions \$, soit 35 %;
- Au premier semestre de l'exercice 2018, le résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société s'est élevé à 129,0 millions \$ (soit 0,48 \$ par action), comparativement à 117,0 millions \$ (soit 0,43 \$ par action) pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente une augmentation de 12,0 millions \$, soit 10 %;
- Puisque nous n'avons inscrit aucun coût de restructuration, d'intégration ou d'acquisition ni aucun élément fiscal non récurrent au deuxième trimestre de l'exercice 2018, le résultat net avant les éléments particuliers¹ est égal au résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société, comparativement à 63,8 millions \$ (soit un résultat net avant les éléments particuliers¹ de 0,24 \$ par action) au trimestre précédent et à 55,5 millions \$ (soit 0,21 \$ par action) au deuxième trimestre de l'exercice 2017;
- Puisque nous n'avons inscrit aucun coût de restructuration, d'intégration ou d'acquisition ni aucun élément fiscal non récurrent au premier semestre de l'exercice 2018, le résultat net avant les éléments particuliers est égal au résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société, comparativement à 126,4 millions \$ (soit 0,47 \$ par action) pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Flux de trésorerie disponibles¹ liés aux activités poursuivies de 63,5 millions \$ ce trimestre, en hausse par rapport au trimestre précédent et au deuxième trimestre de l'exercice 2017

- Les flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies se sont élevés à un montant positif de 97,1 millions \$ ce trimestre, comparativement à un montant négatif de 19,2 millions \$ au trimestre précédent et à un montant positif de 56,5 millions \$ au deuxième trimestre de l'exercice précédent;
- Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance¹ et les dépenses liées aux autres actifs se sont élevées à 17,2 millions \$ ce trimestre, à 19,9 millions \$ au trimestre précédent et à 8,8 millions \$ au deuxième trimestre de l'exercice précédent;
- Les dividendes en trésorerie ont totalisé 23,2 millions \$ ce trimestre, 21,0 millions \$ au trimestre précédent et 20,3 millions \$ au deuxième trimestre de l'exercice précédent.

Capital utilisé¹ en baisse de 148,1 millions \$ par rapport au trimestre précédent

- Le fonds de roulement hors trésorerie¹ a diminué de 17,8 millions \$ pour s'établir à 282,7 millions \$ à la fin de la période;
- Les immobilisations corporelles ont diminué de 18,5 millions \$;
- Les autres actifs non courants et les autres passifs non courants ont diminué de 134,4 millions \$ et de 22,6 millions \$, respectivement;
- La dette nette¹ s'établissait à 669,8 millions \$ à la fin du trimestre, par rapport à 804,3 millions \$ au trimestre précédent.

¹ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

COMMANDES²

- Le ratio valeur comptable des commandes/ventes² pour le trimestre s'est établi à 1,44 (ratio de 1,11 pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, de 1,92 pour le secteur Défense et sécurité et de 1,00 pour le secteur Santé). Pour les 12 derniers mois, le ratio était de 1,22 (ratio de 1,03 pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, de 1,53 pour le secteur Défense et sécurité et de 1,00 pour le secteur Santé);
- Les prises de commandes totales se sont chiffrées à 931,4 millions \$, par rapport à 686,7 millions \$ au trimestre précédent et à 746,7 millions \$ au deuxième trimestre de l'exercice 2017;
- Le carnet de commandes total², qui comprend les commandes engagées, le carnet de commandes des coentreprises et les commandes non financées, s'établissait à 6 713,6 millions \$ au 30 septembre 2017.

Solutions de formation pour l'aviation civile

- Le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile a signé des contrats d'une valeur prévue de 387,6 millions \$, notamment des contrats portant sur 11 simulateurs de vol (FFS).

Défense et sécurité

- Le secteur Défense et sécurité a obtenu des contrats d'une valeur de 515,5 millions \$.

Santé

- Le secteur Santé a reçu de nouvelles commandes évaluées à 28,3 millions \$.

REGROUPEMENT D'ENTREPRISES

- Durant le deuxième trimestre de l'exercice 2018, nous avons acquis un portefeuille d'actifs de formation en Amérique du Nord et en Europe auprès d'une entreprise de location de simulateurs de vol pour une contrepartie en trésorerie de 24,7 millions \$. Avec cette transaction, nous avons obtenu des simulateurs de vol en opération ainsi que divers contrats avec des clients;
- Nous avons signé une entente de vente et d'achat avec AirAsia en vertu de laquelle nous acquerrons la participation restante de 50 % de cette dernière dans l'Asian Aviation Centre of Excellence Sdn. Bhd. (AACE) pour une contrepartie en trésorerie de 90 millions \$ US et une contrepartie conditionnelle en trésorerie payable à long terme pouvant atteindre 10 millions \$ US. La clôture de la transaction est assujettie aux conditions de clôture usuelles.

AUTRES

- Au cours du trimestre, nous avons conclu la vente à China Southern Airlines de notre participation de 49 % dans la coentreprise Zhuhai Xiang Yi Aviation Technology Company Limited (ZFTC) pour la somme de 96 millions \$ US, exclusion faite des ajustements postérieurs à la clôture. Dans le cadre de la transaction, les entreprises ont signé une entente pour l'impartition à CAE de la capacité de formation de sociétés aériennes tierces effectuée dans les installations de ZFTC de China Southern Airlines;
- Au cours du trimestre, nous avons signé un protocole d'entente avec Singapore Airlines afin d'établir une coentreprise pour la formation de pilotes à Singapour. Au début, la coentreprise sera principalement axée sur la prestation de formation sur simulateur pour les appareils Boeing, afin de répondre aux besoins de formation des pilotes de Singapore Airlines, des filiales de cette dernière et d'autres compagnies aériennes de la région. La clôture de la transaction est assujettie aux conditions de clôture usuelles.

2. INTRODUCTION

Dans le présent rapport, *nous, notre, nos, CAE et la Société* renvoient à CAE inc. et à ses filiales. Sauf indication contraire : *Cet exercice et 2018* désignent l'exercice financier prenant fin le 31 mars 2018;

- *Le dernier exercice, l'exercice précédent et l'an dernier* désignent l'exercice financier clos le 31 mars 2017;
- Les montants en dollars sont exprimés en dollars canadiens.

Ce rapport a été préparé en date du 10 novembre 2017 et présente l'analyse par notre direction de nos résultats (le rapport de gestion), les états financiers intermédiaires consolidés non audités et les notes qui les complètent pour le deuxième trimestre clos le 30 septembre 2017. Nous l'avons préparé pour vous aider à mieux comprendre nos activités, notre performance et notre situation financière au deuxième trimestre de l'exercice 2018. Sauf indication contraire, toute l'information financière est présentée selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) et est fondée sur des chiffres non audités.

² Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

Pour des renseignements complémentaires, veuillez vous reporter à nos états financiers intermédiaires consolidés non audités pour le trimestre clos le 30 septembre 2017 et à nos états financiers consolidés audités annuels, que vous trouverez dans notre rapport annuel pour l'exercice clos le 31 mars 2017. Le rapport de gestion figurant dans notre rapport annuel 2017 vise également à vous fournir un aperçu général de CAE selon le point de vue de la direction. Il présente un complément d'information sur divers aspects de l'entreprise, dont :

- Notre vision;
- Notre stratégie;
- Nos activités;
- Variations du change;
- Mesures hors PCGR et autres mesures financières;
- Résultats consolidés;
- Résultats par secteur;
- Mouvements de trésorerie et liquidités consolidés;
- Situation financière consolidée;
- Regroupements d'entreprises;
- Risques et incertitudes liés à notre activité;
- Transactions avec des parties liées;
- Modifications de méthodes comptables;
- Contrôles et procédures;
- Rôle de surveillance du comité d'audit et du conseil d'administration.

Vous trouverez notre plus récent rapport financier et notre plus récente notice annuelle sur notre site Web, www.cae.com, sur celui de SEDAR, www.sedar.com, ou sur celui d'EDGAR, www.sec.gov. Les porteurs de titres de CAE peuvent également obtenir un exemplaire imprimé des états financiers consolidés et du rapport de gestion de la Société, sans frais, en communiquant avec le service de relations avec les investisseurs (investor.relations@cae.com).

NOTION D'INFORMATION IMPORTANTE

Le présent rapport présente les renseignements que nous avons estimé importants pour les investisseurs en ayant pris en compte toutes les considérations, y compris l'éventuelle sensibilité des marchés. Nous considérons qu'une information est importante :

- Si elle provoque, ou que nous avons des motifs raisonnables de croire qu'elle pourrait provoquer, une variation notable du cours ou de la valeur de nos actions, ou;
- Si les chances sont grandes qu'un investisseur raisonnable puisse considérer cette information comme importante pour prendre une décision d'investissement.

MISE EN GARDE SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport contient des énoncés de nature prospective concernant nos activités, les événements et les faits nouveaux qui pourraient selon nous avoir lieu dans l'avenir. Il s'agit par exemple d'énoncés concernant notre vision, nos stratégies, les tendances et perspectives commerciales, nos produits des activités ordinaires futurs, nos dépenses d'investissement en immobilisations, nos expansions et initiatives nouvelles, nos obligations financières et nos ventes futures. Les énoncés prospectifs contiennent normalement des verbes comme *croire*, *compter que*, *s'attendre à*, *prévoir*, *envisager*, *continuer de*, *estimer*, *pouvoir*, *devoir*, *stratégie*, *futur* et des formulations analogues. De par leur nature, les énoncés prospectifs nous obligent à poser des hypothèses qui sont assujetties à des risques et incertitudes inhérents liés à notre activité, lesquelles pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des résultats escomptés dans les énoncés prospectifs. Bien que ces énoncés soient fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits attendus dans l'avenir, ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons raisonnables et appropriés dans les circonstances, nous avisons le lecteur de ne pas se fier outre mesure aux énoncés prospectifs, puisqu'ils risquent de ne pas être exacts.

Les risques importants qui pourraient être à l'origine de différences comprennent notamment des risques liés à l'industrie, comme la concurrence, les budgets de la défense et le calendrier des dépenses à cet égard, les programmes de défense et de sécurité financés par l'État, les contraintes du secteur de l'aviation civile, les règles des organismes de réglementation et le respect de ces règles; des risques propres à CAE, comme l'évolution des produits, les activités de recherche et de développement (R-D), les contrats d'approvisionnement à prix fixe et à long terme, les partenariats stratégiques et les contrats à long terme, l'approvisionnement et le rapport de force des fabricants d'équipement d'origine (OEM), les garanties et autres réclamations sur des produits, l'intégration des produits et la gestion des programmes, la protection des droits de notre propriété intellectuelle, l'accès à la propriété intellectuelle de tiers, la perte de personnel clé, les relations de travail, la responsabilité environnementale et les actions en responsabilité consécutives à des dommages, l'intégration des entreprises acquises, notre capacité à pénétrer de nouveaux marchés, les systèmes de technologie de l'information, y compris les menaces à la cybersécurité, la durée du cycle de vente, le rendement continu du capital investi pour les actionnaires et notre dépendance envers la technologie et les tiers fournisseurs; de même que des risques liés au marché, comme les écarts de change, l'instabilité politique, la disponibilité du capital, la capitalisation des régimes de retraite, le fait de faire des affaires à l'étranger, y compris le risque de corruption, et les lois fiscales. En outre, des différences pourraient découler d'événements susceptibles d'être annoncés ou de survenir après la date du présent rapport. De plus amples précisions sur les risques et incertitudes influant sur notre activité vous sont fournies dans notre rapport financier 2017. Nous avisons le lecteur que la liste susmentionnée n'est pas nécessairement exhaustive. Nous sommes soumis à d'autres risques et incertitudes inconnus de notre part ou que nous considérons négligeables à l'heure actuelle, mais qui pourraient entraver nos activités.

Sauf dans la mesure prévue par la loi, nous rejetons toute intention ou obligation d'actualiser ou de réviser l'un ou l'autre des énoncés prospectifs, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs. Les renseignements et énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport sont expressément visés par cette mise en garde.

3. À PROPOS DE CAE

3.1 Qui nous sommes

CAE est un chef de file mondial en formation dans les domaines de l'aviation civile, de la défense et sécurité, et des soins de santé. Appuyés par 70 ans d'innovations, nous participons à la définition des normes mondiales en formation. Nos solutions innovatrices, qui vont de la formation virtuelle à l'entraînement en vol, rendent le transport aérien plus sécuritaire, gardent nos forces de défense prêtes pour leurs missions et améliorent la sécurité des patients. Nous avons la plus vaste présence mondiale de l'industrie, avec plus de 8 500 employés, 160 emplacements et centres de formation dans plus de 35 pays. Nous assurons chaque année la formation de plus de 120 000 membres d'équipage du secteur civil et du secteur de la défense et de milliers de professionnels de la santé dans le monde.

Les actions ordinaires de CAE sont cotées à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York, sous le symbole CAE.

3.2 Notre mission

Par l'intermédiaire de la formation que nous fournissons, nous visons à améliorer la sécurité du transport aérien, la préparation aux missions des forces de défense et la capacité du personnel médical à sauver des vies.

3.3 Notre vision

Notre vision est d'être reconnu mondialement comme le partenaire de choix en formation en vue de renforcer la sécurité, l'efficacité et d'améliorer la préparation.

3.4 Nos activités

Nous fournissons des solutions de formation intégrées à trois marchés à l'échelle mondiale :

- Le marché de l'aviation civile comprend les grandes compagnies aériennes, les transporteurs régionaux, les exploitants d'avions d'affaires et d'hélicoptères civils, les constructeurs d'aéronefs, les centres de formation exploités par des tiers, les organismes de formation aéronautique (FTO), les organismes d'entretien, de réparation et de révision (MRO) et les entreprises spécialisées dans la location-financement d'appareils;
- Le marché de la défense et de la sécurité englobe les forces de défense, les fabricants OEM, les organismes gouvernementaux et les organismes de sécurité publique du monde entier;
- Le marché des soins de santé regroupe des centres de simulation en milieu hospitalier et universitaire, des écoles de médecine, des écoles de soins infirmiers, des organisations paramédicales, des forces de défense, des entreprises médicales et des fabricants OEM.

MARCHÉ DE L'AVIATION CIVILE

Nous fournissons une gamme complète de solutions de formation de l'équipage de conduite, du personnel de cabine, du personnel de maintenance et du personnel au sol dans les secteurs de l'aviation commerciale, d'affaires et sur hélicoptère, un éventail exhaustif de dispositifs de formation fondée sur la simulation, ainsi que des services de formation initiale des pilotes et de placement de membres d'équipage.

Grâce à nos solutions de formation complètes dans le secteur de l'aviation, nous sommes en position unique pour répondre aux besoins des pilotes professionnels pendant toute leur carrière, d'élève-pilote à commandant de bord. Nous sommes le principal fournisseur de services de formation pour l'aviation commerciale dans le monde et le deuxième plus important fournisseur de services de formation pour l'aviation d'affaires. Notre vaste expérience du secteur et notre leadership éclairé en la matière, notre important réseau d'appareils en service, nos relations solides et notre réputation de partenaire de confiance nous permettent d'accéder à une plus grande part du marché que toute autre société de notre industrie. Nous offrons des services de formation aéronautique dans 30 pays et, grâce à notre important réseau de centres de formation à l'échelle mondiale, nous sommes présents dans tous les secteurs de l'aviation civile, dont les compagnies aériennes et autres exploitants d'avions commerciaux, d'avions d'affaires et d'hélicoptères.

Parmi nos milliers de clients, quelque 40 grandes compagnies aériennes et exploitants d'aéronefs du monde entier ont conclu avec nous des accords de services de formation et d'exploitation de centres de formation à long terme et des coentreprises. Notre gamme complète de solutions de formation comprend des produits et services destinés à la formation des pilotes, du personnel de cabine et des techniciens de maintenance, l'exploitation de centres de formation, l'élaboration de programmes de formation, les didacticiels, et les services de consultation. Nous exploitons actuellement 249 FFS, y compris ceux exploités en coentreprise. Nous offrons la meilleure technologie du secteur et façonnons l'avenir de la formation au moyen d'innovations comme le système de formation de prochaine génération, qui améliorera la qualité et l'efficacité de la formation en intégrant des connaissances axées sur les données de vol et de simulation jusqu'ici inexploitées. En tant que chef de file du secteur de la formation, nous poursuivons notre stratégie de recrutement, de perfectionnement et de maintien en poste des meilleurs instructeurs, qui représentent notre deuxième groupe d'employés en importance, après les ingénieurs. Dans le domaine de la formation de nouveaux pilotes, CAE exploite le plus important réseau de formation initiale au vol dans le monde avec sept écoles de pilotage et un parc de plus de 165 avions. Dans le domaine de la gestion des ressources, CAE est le chef de file mondial sur le marché du placement de membres d'équipage et du personnel technique auprès des compagnies aériennes, des sociétés de location d'appareils, des fabricants et des entreprises d'entretien, de réparation et de révision (MRO).

Qualité, fidélité, fiabilité et innovation sont au cœur du matériel de simulation de vol de marque CAE, et nous sommes le chef de file mondial de l'élaboration de simulateurs de vol pour l'aviation civile. Nos processus sont en constante évolution, et nous dominons le marché en ce qui a trait à la conception, à la fabrication et à l'intégration de FFS civils pour de grandes compagnies aériennes et des transporteurs régionaux ainsi que pour des centres de formation exploités par des tiers et des fabricants OEM. Nous avons constitué une grande expérience en matière de conception des premiers simulateurs sur le marché pour plus de 35 modèles d'appareils. Notre équipement de simulation de vol, incluant nos FFS, est conçu pour satisfaire aux exigences rigoureuses concernant leur longue durée de vie utile, laquelle se prolonge souvent pendant plusieurs décennies d'usage constant. Notre portée mondiale nous permet d'offrir les meilleurs services de soutien qui soient, comme la surveillance à distance en temps réel, en plus de nous permettre de tirer parti de notre important réseau mondial de pièces de rechange et d'équipes de service.

Facteurs déterminants du marché

La demande pour nos solutions de formation sur le marché de l'aviation civile est déterminée par les facteurs suivants :

- Réglementation en matière de formation et d'attestation des pilotes;
- Impératifs de sécurité et d'efficacité des compagnies aériennes et des exploitants d'avions d'affaires;
- Croissance à long terme prévue du trafic aérien;
- Croissance du parc d'avions commerciaux et d'avions d'affaires en service;
- Demande pour des professionnels de l'aviation qualifiés.

Réglementation en matière de formation et d'attestation des pilotes

La formation dans le secteur de l'aviation civile est un marché essentiellement récurrent en raison d'un environnement fortement réglementé en vertu de normes mondiales et nationales, notamment en ce qui a trait aux licences et aux attestations des pilotes. Ces exigences de formation obligatoires et récurrentes sont réglementées par les autorités réglementaires aéronautiques nationales et internationales telles que l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), l'Agence européenne de la sécurité aérienne (AESA) et la Federal Aviation Administration (FAA).

Au cours des dernières années, les modes d'attestation des pilotes et les exigences réglementaires sont devenus de plus en plus rigoureux. La formation fondée sur la simulation pour obtenir une attestation de compétence de pilote joue un rôle plus important dans le monde, comme en témoignent les exigences de l'AESA et de la FAA visant la formation de licence de pilote en équipage multiple (MPL), la licence de pilote de ligne (ATPL) aux États-Unis et la prévention et le rétablissement en cas de perte de contrôle (UPRT).

Impératifs de sécurité et d'efficacité des compagnies aériennes et des exploitants d'avions d'affaires

La concurrence est vive dans le secteur de l'aviation commerciale, ce qui oblige les exploitants à constamment mettre en œuvre des initiatives d'excellence opérationnelle et d'efficacité pour générer des rendements satisfaisants tout en maintenant les normes de sécurité les plus strictes qui soient et en cultivant la confiance des voyageurs. Il est de plus en plus intéressant pour les transporteurs de miser sur l'expertise en formation de partenaires dignes de confiance comme CAE pour combler les lacunes d'efficacité grandissantes, les questions de pénurie de pilotes, l'évolution de la réglementation et des environnements de formation et les programmes d'appareils en cours. En s'associant à un fournisseur de formation comme CAE, les transporteurs ont immédiatement accès à une flotte internationale de simulateurs, à des cours, à des programmes et à des instructeurs, et sont ainsi plus à même de mettre en place les flottes d'appareils qui répondent le mieux à leurs besoins.

Croissance à long terme prévue du trafic aérien

La croissance à long terme du trafic aérien donne lieu à une demande accrue pour l'équipage de conduite, le personnel de cabine, le personnel de maintenance et le personnel au sol, ce qui propulse la demande de solutions de formation.

Dans le secteur de l'aviation commerciale, le secteur de l'aéronautique prévoit généralement que la croissance moyenne à long terme du trafic aérien sera de 3,7 % par année au cours de la prochaine décennie. Pour les neuf premiers mois de l'année civile 2017, le trafic passager a augmenté de 7,7 % par rapport à la période correspondante de l'année civile 2016. Le trafic passager a progressé de 10,0 % en Asie et de 8,5 % en Europe, alors qu'il s'est accru de 7,5 % en Amérique latine, de 6,7 % au Moyen-Orient, et de 4,1 % en Amérique du Nord.

Dans le secteur de l'aviation d'affaires, il existe un lien étroit entre la demande de formation et les vols d'avions d'affaires. Selon la FAA, le nombre total de vols d'avions d'affaires, qui comprend tous les vols intérieurs et internationaux, a affiché une progression de 2,6 % au cours des 12 derniers mois. En outre, selon Eurocontrol, organisme européen voué à la sécurité de la navigation aérienne, le nombre total de vols d'affaires en Europe a augmenté de 4,8 %.

Pour ce qui est des solutions de formation sur hélicoptères, la demande est principalement tributaire du niveau d'activité extracôtière dans le secteur du pétrole et du gaz, puisque les exploitants d'hélicoptères œuvrant dans ce secteur constituent la majorité de la clientèle de ce segment de formation relativement restreint.

Des perturbations importantes comme une instabilité politique régionale, le terrorisme, les pandémies, les catastrophes naturelles, une récession prolongée, la volatilité des prix du pétrole ou d'autres événements mondiaux d'envergure sont autant de facteurs qui pourraient nuire à la croissance du trafic aérien.

Croissance du parc d'avions commerciaux et d'avions d'affaires en service

En tant que fournisseurs de solutions de formation intégrées, notre croissance à long terme est étroitement liée au parc d'avions commerciaux et d'avions d'affaires en service.

Le parc mondial d'avions commerciaux a progressé à un taux annuel moyen de 3,2 % au cours des 20 dernières années et devrait afficher un taux moyen de croissance d'environ 3,5 % par année au cours des deux prochaines décennies en raison de l'augmentation de la demande provenant des marchés émergents et des transporteurs à bas prix de même que du remplacement d'appareils dans les marchés établis. De septembre 2016 à septembre 2017, la flotte mondiale d'avions commerciaux s'est accrue de 4,9 %, affichant une hausse de 7,5 % en Asie-Pacifique, de 5,3 % en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique (EMOA), ainsi qu'une croissance modeste de 2,3 % en Amérique.

Les principaux fabricants OEM de jets d'affaires vont de l'avant avec leur intention d'introduire divers nouveaux modèles d'appareils au cours des prochaines années, dont les Global 7000/8000 de Bombardier, Citation Longitude et Hemisphere de Cessna, Falcon 5X de Dassault, 500/600 de Gulfstream et PC-24 de Pilatus.

Grâce à notre réseau de formation en aviation d'affaires, à notre gamme complète de programmes de formation, aux relations à long terme que nous entretenons avec les fabricants OEM clés et à nos investissements continus dans notre réseau, nous sommes en bonne position pour satisfaire à la demande de formation découlant de la mise en service de ces nouveaux programmes d'appareils.

Notre solide fossé concurrentiel sur le marché de l'aviation civile, composé de notre vaste réseau mondial de formation, des meilleurs instructeurs qui soient, de programmes de formation complets et de solides partenariats avec les transporteurs aériens et les exploitants d'avions d'affaires en matière de formation, nous permet de combler les besoins en formation découlant d'une flotte croissante d'avions commerciaux en service.

Nous sommes en bonne position pour tirer parti de notre leadership technologique et de notre savoir-faire, notamment les FFS de série CAE 7000XR et les dispositifs d'entraînement aux procédures CAE Simfinity^{MC}, pour fournir des solutions de formation qui répondent aux besoins de formation croissants des transporteurs aériens qui continuent d'exploiter leurs propres centres de formation.

Demande pour des professionnels de l'aviation qualifiés

Nous disposons d'une grande marge de manœuvre dans le marché des services de formation, grâce à la demande à long terme soutenue pour des professionnels de l'aviation qualifiés. La demande pour des professionnels de l'aviation qualifiés est tributaire de la croissance du trafic aérien, du nombre de départs à la retraite de pilotes et des livraisons d'avions. L'expansion des économies mondiales et des flottes des transporteurs a donné lieu à une pénurie de personnel qualifié nécessaire pour répondre à cette capacité croissante.

Publié en juin 2017, notre rapport *Perspectives de CAE sur la demande de pilotes de ligne* fait état du besoin mondial de 255 000 nouveaux pilotes de ligne au cours des 10 prochaines années afin de maintenir la croissance de l'industrie du transport aérien commercial. Il souligne également le besoin de former 180 000 premiers officiers en vue d'occuper le poste de commandant de bord afin de réagir à l'expansion rapide des flottes et de compenser les nombreux départs à la retraite. Cela signifie que plus de 50 % des pilotes d'avions commerciaux qui seront en poste dans 10 ans n'ont pas encore commencé leur formation. Pour soutenir cette demande accrue, le secteur de l'aéronautique devra se doter de solutions innovatrices qui satisferont aux besoins de formation d'une nouvelle génération de professionnels de l'aviation qualifiés, ce qui donne lieu à une hausse de la demande de services et de produits de formation fondée sur la simulation.

MARCHÉ DE LA DÉFENSE ET DE LA SÉCURITÉ

Nous sommes un intégrateur de systèmes de formation pour les forces de défense aériennes, terrestres et navales, ainsi que pour les organismes gouvernementaux responsables de la sécurité publique.

Nous sommes un chef de file mondial de l'élaboration et de la livraison de solutions intégrées d'entraînement réel, virtuel et constructif (iLVC) destinées aux forces de défense. La plupart des forces militaires combinent l'entraînement en vol, la formation virtuelle fondée sur la simulation et la formation constructive axée sur les simulations générées par ordinateur. Grâce à son savoir-faire et à son expérience en tant qu'intégrateur de systèmes de formation, CAE est à même d'aider les forces de défense à atteindre un équilibre optimal dans leur entraînement iLVC afin d'assurer la préparation aux missions. Notre savoir-faire en matière d'entraînement englobe un large éventail d'aéronefs, incluant des chasseurs, des hélicoptères, des avions d'entraînement, des avions de patrouille maritime, des avions de ravitaillement et de transport de même que des appareils télépilotés, aussi appelés systèmes aériens sans pilote. Nous transposons de plus en plus nos capacités d'intégration de systèmes de formation au domaine naval afin de fournir des solutions d'entraînement naval, comme l'illustre le contrat portant sur la fourniture d'un centre d'entraînement naval complet pour la marine des Émirats arabes unis (EAU). Nous offrons des solutions d'entraînement aux forces terrestres, dont une gamme de dispositifs d'entraînement pour les conducteurs, les tireurs et le personnel de maintenance de chars d'assaut et de véhicules blindés de combat, ainsi que des solutions de simulation constructive pour la formation du personnel de commandement et d'état-major. Nous fournissons également des solutions de formation aux organismes gouvernementaux en matière de gestion des urgences et des catastrophes.

Les forces de défense s'efforcent de faire davantage appel à l'entraînement virtuel et d'équilibrer leurs programmes entre la formation réelle, virtuelle et constructive de manière à maximiser la préparation et l'efficacité. En conséquence, nous nous tournons de plus en plus vers des programmes qui intègrent l'entraînement réel, virtuel et constructif, programmes dont l'envergure est habituellement plus grande que ceux ne portant que sur une composante d'une telle solution. Intégrateurs de systèmes de formation de premier plan, nous sommes dans une position unique pour offrir à nos clients une gamme complète de solutions d'iLVC innovatrices allant de la formation en classe, virtuelle et interactive aux répétitions de missions immersives et menées en coopération dans un environnement synthétique. En règle générale, nos solutions combinent services, produits et logiciels d'entraînement de manière à maintenir et à améliorer la sécurité, l'efficacité, la préparation aux missions et les capacités à prendre des décisions. Nous avons une vaste expérience de la fourniture et de l'exploitation de solutions d'entraînement imparties dans une variété de modèles d'affaires, dont des installations appartenant au gouvernement et exploitées par celui-ci; des installations appartenant au gouvernement et exploitées par l'entreprise; et des installations appartenant à l'entreprise et exploitées par celle-ci. Nous offrons notamment des services d'analyse des besoins en formation, des services de conception de systèmes d'entraînement, des systèmes de gestion de l'apprentissage, des installations spécialisées, des dispositifs d'entraînement synthétique de pointe, des services d'élaboration de programmes d'entraînement et de didacticiels, des services de formation en classe, sur simulateur et en vol, des services de maintenance et de soutien logistique, des services de gestion du cycle de vie et d'intégration technologique, ainsi que des solutions de financement.

Nous avons livré des produits de simulation et des systèmes d'entraînement à une cinquantaine de forces de défense dans plus de 35 pays. Nous fournissons une gamme de services de soutien à la formation comme des services de soutien logistique, des services de maintenance, des services d'instruction en classe et des services d'entraînement sur simulateur dans plus de 80 établissements dans le monde, y compris ceux que nous détenons en coentreprise. Nous continuons d'accroître notre soutien à l'entraînement en vol, notamment aux termes du programme d'entraînement en vol de l'OTAN au Canada et des programmes d'entraînement en vol sur appareils à voilure fixe de l'armée américaine, et nous aidons nos clients à atteindre un équilibre optimal dans leurs activités de formation.

Facteurs déterminants du marché

La demande pour nos solutions de formation sur les marchés de la défense et de la sécurité est déterminée par les facteurs suivants :

- Croissance des budgets de défense;
- Intérêt de l'impartition des services d'entraînement et de maintenance;
- Volonté d'intégrer les systèmes d'entraînement pour générer des efficacités et rehausser la préparation;
- Besoins en matière de formation synthétique pour l'entraînement aux missions intégré et en réseau, y compris l'entraînement de forces interarmées et de coalition;
- Volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces armées de recourir davantage à la formation synthétique;
- Réseau existant de plateformes militaires durables et nouveaux clients;
- Relations avec les fabricants OEM en matière de simulation et d'entraînement.

Croissance des budgets de défense

Le gouvernement américain a proposé des plans visant à porter à près de 700 milliards \$ les dépenses annuelles en défense pour son exercice financier 2018. En outre, les États-Unis ont appelé les membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) à accroître leurs propres investissements dans la défense. La majorité des 28 pays membres de l'OTAN ont exprimé leur intention d'investir davantage dans la défense au cours des prochaines années, dont le Canada, qui compte porter ses dépenses annuelles en défense de quelque 19 milliards \$ à 33 milliards \$ au cours des 10 prochaines années. L'OTAN et les pays alliés font toujours face aux défis immédiats associés à la lutte contre le terrorisme, et ils renouvellent et fortifient de plus en plus leurs mesures de défense stratégique à la lumière des menaces géopolitiques émergentes et résurgentes. La croissance des budgets de défense aux États-Unis et dans la plupart des pays de l'OTAN, ainsi que dans d'autres régions comme l'Asie et le Moyen-Orient, créera des occasions accrues dans l'ensemble du secteur de la défense. L'entraînement est au cœur de l'atteinte et du maintien de la préparation aux missions pour les forces de défense, et on s'attend à ce que la croissance des dépenses en défense donne lieu à des occasions correspondantes pour les systèmes et solutions d'entraînement.

Intérêt de l'impartition des services d'entraînement et de maintenance

L'efficacité que tirent nos clients de la sous-traitance de leurs services de formation et de soutien est un autre facteur déterminant du savoir-faire et des capacités de CAE. Les forces de défense et les gouvernements continuent de trouver des moyens de réduire les coûts et d'améliorer la préparation tout en permettant aux militaires en service actif de se concentrer sur les besoins opérationnels. Une tendance croissante se dessine dans les milieux militaires d'étudier l'impartition de divers services d'entraînement, tendance qui devrait se maintenir et qui s'aligne parfaitement avec la stratégie de CAE visant la croissance de services récurrents à long terme. Nous estimons que les gouvernements se tourneront de plus en plus vers l'industrie pour la prestation de services d'entraînement parce que celle-ci peut souvent s'exécuter plus rapidement, pour un investissement en capital moins élevé, et qu'elle soutient l'entraînement nécessaire à la demande de formation des équipages et à l'atteinte du niveau de préparation souhaité. Par exemple, nous offrons maintenant des services de formation sur appareils à voilure fixe de l'armée américaine au centre d'entraînement de Dothan, en Alabama. Ce nouveau centre offre des services complets de formation en classe, sur simulateur et en vol, et nous estimons que ce type de programme de prestation de services d'entraînement deviendra de plus en plus intéressant pour les forces de défense dans le monde.

Volonté d'intégrer les systèmes d'entraînement pour générer des efficacités et rehausser la préparation

Le rythme accru des opérations, un personnel limité et des pressions budgétaires ont conduit les forces de défense du monde à trouver des partenaires fiables pour les aider à mettre au point, à gérer et à livrer les systèmes d'entraînement nécessaires aux plateformes et opérations complexes d'aujourd'hui. Les forces armées considèrent de plus en plus une approche plus intégrée et « globale » pour ce qui est de l'entraînement. Pour les aider à gérer la complexité et les défis qu'ils doivent relever, de nombreux programmes d'entraînement font désormais appel à des partenaires de l'industrie pour la conception et la gestion d'un système d'entraînement dans son ensemble. CAE utilise l'expression « intégration des systèmes de formation » pour désigner cette approche, et elle a positionné la Société mondialement en tant qu'intégrateur de systèmes de formation, peu importe la plateforme. Le but ultime pour les forces de défense est de maximiser l'uniformité en vue d'accroître l'efficacité, de réduire les coûts et, plus important encore, d'améliorer la préparation aux missions. En tant qu'intégrateur de systèmes de formation, CAE tient compte des facteurs iLVC pour élaborer un entraînement complet qui répond tant aux besoins du débutant qu'à ceux des troupes appelées à mener des missions opérationnelles interarmées.

Besoins en matière de formation synthétique pour l'entraînement aux missions intégré et en réseau, y compris l'entraînement de forces interarmées et de coalition

Les forces armées se tournent de plus en plus vers la formation synthétique pour satisfaire dans une plus large mesure leurs besoins en matière d'entraînement aux missions, et pour assurer l'intégration et la mise en réseau de systèmes de formation disparates afin que les forces militaires puissent s'entraîner dans un monde virtuel. Les solutions technologiques fondées sur la simulation permettent aux clients du secteur militaire de planifier des missions très élaborées et de mener des répétitions de missions complètes dans un environnement synthétique, en complément à l'entraînement et aux exercices de préparation traditionnels. Les alliés coopèrent et créent des forces interarmées et de coalition, ce qui entraîne une demande d'exercices d'entraînement et d'opérations menés en coopération et en réseau. Les dispositifs d'entraînement qui peuvent être mis en réseau afin d'entraîner des équipages différents et de permettre des formations en réseau sur une série de plateformes sont de plus en plus importants étant donné que les forces de défense souhaitent de plus en plus effectuer des exercices de préparation aux missions dans un environnement synthétique. Par exemple, les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Australie et le Canada, entre autres, ont élaboré des plans et des stratégies articulés autour d'un système combinant l'iLVC au sein d'un environnement synthétique commun connecté à un réseau. Le ministère de la Défense du Royaume-Uni a manifesté son intention d'établir et d'acquiescer une architecture de simulation conçue pour améliorer l'intégration de l'entraînement connecté à un réseau tout en accordant davantage la priorité à l'environnement synthétique plutôt qu'à la formation sur appareil. Nous collaborons activement avec d'autres acteurs du secteur et préconisons les architectures de simulation ouvertes et standardisées, comme la base de données commune de l'Open Geospatial Consortium (OGC CDB), qui facilitent l'entraînement aux missions intégré et en réseau.

Volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces armées d'avoir davantage recours à la formation synthétique

Le recours accru à la formation synthétique par les forces de défense est l'un des moteurs de l'expertise et des capacités de CAE. Les forces de défense et les gouvernements sont de plus en plus nombreux à adopter la formation synthétique pour une tranche plus élevée de leur programme total en raison de la plus grande efficacité, des contraintes opérationnelles moindres en ce qui concerne les aéronaves, des risques moins élevés que la simulation apporte par rapport à l'entraînement sur les plateformes de systèmes d'armes réelles et des coûts nettement plus faibles. La formation synthétique offre aux forces armées un moyen économique de s'entraîner à toutes sortes de scénarios en maintenant leur état de préparation au niveau optimal. Le coût élevé de l'entraînement sur appareil, la volonté de réserver les appareils pour un usage opérationnel et le réalisme accru des technologies de simulation de pointe sont autant de facteurs qui favorisent l'adoption plus généralisée de la formation synthétique. La nature de l'entraînement axé sur les missions exige au moins un certain degré de formation sur appareil; cependant, la transition vers un recours accru à la formation synthétique est en progression. Un exemple de cette transition est le programme de la U.S. Navy visant le P-8A, qui remplace le P-3C Orion. CAE a été retenue pour la conception et la construction, pour le compte de Boeing, de 18 entraîneurs au vol opérationnel P-8A pour la U.S. Navy. Alors que le programme de formation du P-3C était composé de formation synthétique à hauteur d'environ 30 %, le programme de formation du P-8A est fondé à quelque 70 % sur la formation synthétique. Ce niveau de rééquilibrage de la formation sur appareil et de la formation virtuelle illustre la volonté des gouvernements et des forces de défense dans le monde d'accroître leur utilisation de la formation synthétique.

Réseau existant de plateformes militaires durables et nouveaux clients

CAE génère une proportion élevée d'activités récurrentes grâce à sa position de premier plan sur des plateformes durables, notamment aux termes de contrats de services à long terme. La majorité des forces de défense dans les marchés parvenus à maturité comme les États-Unis ont ralenti la production de nouvelles plateformes et reporté à plus tard les nouvelles acquisitions, ce qui a poussé les forces militaires à maximiser l'utilisation de leurs plateformes existantes. Les mises à niveau, la modernisation et les programmes de prolongation de la durée d'utilité permettent aux forces de défense d'exploiter leurs actifs existants tout en créant un éventail d'occasions de mises à niveau de simulateurs et de services de soutien à la formation. Les plateformes durables comme l'avion de transport C-130 Hercules, qui est utilisé dans plus de 60 pays, constituent un solide réseau permettant de générer de nouvelles affaires. Grâce à son important réseau existant de simulateurs installés dans le monde, notre position de partenaire de choix pour des programmes comme l'Aircrew Training System axé sur le KC-135 de la U.S. Air Force (USAF) et la formation des équipages des MQ-1 Predator/MQ-9 Reaper de même qu'à son expérience des grandes plateformes durables, CAE est en excellente position pour assurer la mise à niveau et la modernisation récurrentes des produits, de même que pour offrir des services de maintenance et de soutien. De plus, il existe une forte demande pour des plateformes durables, dont le C-130, le P-8A, le C295, le MH-60R et les MQ-1/MQ-9, dans des marchés mondiaux de la défense, représentant ainsi des occasions de fournir des nouveaux systèmes et services de formation pour des plateformes que CAE connaît très bien.

Relations avec les fabricants OEM en matière de simulation et d'entraînement

Nous sommes un important partenaire pour les fabricants OEM grâce à notre expérience, à notre présence mondiale et à nos technologies innovatrices. Nous nous allions à des fabricants du secteur de la défense et de la sécurité en vue de renforcer nos liens avec ceux-ci et de nous positionner pour saisir des occasions d'affaires. Les fabricants OEM ont mis sur le marché de nouvelles plateformes et ils continuent de mettre à niveau et de prolonger la durée de vie des plateformes existantes, ce qui alimente la demande mondiale en systèmes d'entraînement. Par exemple, Boeing a conçu l'avion de patrouille maritime P-8A et a confié à CAE la conception et le développement de dispositifs d'entraînement au vol opérationnel P-8A pour la U.S. Navy et la Royal Australian Air Force, et elle continue de commercialiser le P-8 à l'échelle internationale, ce qui crée de nouvelles occasions pour CAE. Parmi les autres exemples des relations qu'entretient CAE avec les fabricants OEM quant à des plateformes qui créent des occasions d'affaires, mentionnons les partenariats avec Airbus Défense & Space pour le C295, qui a été sélectionné au Canada en vertu du projet de remplacement d'aéronefs de recherche et sauvetage à voilure fixe, avec Leonardo pour la formation sur avion de chasse d'entraînement M-346, avec Lockheed Martin pour l'appareil de transport C-130J Super Hercules, que plusieurs divisions de l'USAF et de forces militaires internationales sont en voie d'acquérir, et avec General Atomics pour les aéronefs télépilotes Predator. Nous faisons également partie de l'Équipe Seahawk, de concert avec la U.S. Navy et des sociétés comme Lockheed Martin/Sikorsky, laquelle offre l'hélicoptère MH-60R en vertu du programme de ventes militaires à l'étranger à des clients internationaux.

MARCHÉ DES SOINS DE SANTÉ

Nous concevons et fabriquons des simulateurs ainsi que des solutions audiovisuelles et de gestion de centres de simulation, élaborons des didacticiels et offrons des services pour la formation des étudiants en soins médicaux, infirmiers et paramédicaux ainsi que des médecins partout dans le monde.

La formation fondée sur la simulation est l'un des moyens les plus efficaces de préparer les professionnels de la santé à prodiguer des soins aux patients et à réagir aux situations de crise tout en réduisant les erreurs médicales. Nous mettons à contribution notre expérience et nos pratiques exemplaires en matière de formation aéronautique fondée sur la simulation afin de fournir des solutions de formation innovatrices qui permettront d'améliorer la sécurité et l'efficacité des soins aux patients. Le marché de la simulation pour les soins de santé croît, et les centres de simulation sont de plus en plus présents dans les écoles de soins infirmiers et les facultés de médecine.

Nous offrons la gamme la plus variée de produits et de services de simulation médicale sur le marché, dont des simulateurs de patients, d'échographie et d'intervention chirurgicale, des solutions audiovisuelles, des solutions de gestion de centres de simulation et des didacticiels destinés à l'éducation et à la formation fondées sur la simulation en soins de santé. Nous avons vendu des simulateurs à des clients dans quelque 90 pays qui sont actuellement desservis par notre réseau en Allemagne, en Australie, au Brésil, au Canada, aux États-Unis, en Hongrie, en Inde, au Royaume-Uni et à Singapour. Nous sommes un chef de file du marché des simulateurs de patients haute fidélité qui sont uniques, grâce à nos modèles de physiologie humaine évolués simulant des réactions humaines réalistes aux interventions cliniques. Par exemple, notre simulateur d'accouchement haute fidélité Lucina a été conçu pour offrir des scénarios de simulation d'un réalisme exceptionnel qui permettent de s'exercer à effectuer des accouchements normaux ainsi qu'à être prêts à faire face à des urgences maternelles rares. En 2017, nous avons lancé CAE Juno, premier mannequin de compétences cliniques fondamentales conçu pour les programmes de soins infirmiers, plus important segment du marché de la formation en soins de santé. Juno permet aux programmes de soins infirmiers de s'adapter aux nouvelles réalités que sont les conditions complexes des patients hospitalisés et les questions de responsabilité en soins de santé et, en conséquence, les problèmes d'accès aux patients pour les apprenants.

Par l'intermédiaire de notre Académie Santé, nous offrons de la formation entre pairs aux établissements des clients ainsi qu'à nos centres de formation aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Allemagne et au Canada. Notre Académie compte un corps professoral de plus de 50 personnes, y compris des infirmiers, des médecins, des ambulanciers et des échographistes, lesquels, en collaboration avec des établissements de santé de premier plan, ont élaboré plus de 500 expériences cliniques simulées à l'intention de nos clients. Notre Académie s'est associée à l'International Nursing Association for Clinical Simulation and Learning (INACSL) pour mettre en place un programme de bourses de recherche fondé sur les meilleures pratiques internationales en matière de simulation dans le secteur des soins de santé, lequel compte des groupes d'étudiants aux États-Unis, au Royaume-Uni et aux Émirats arabes unis.

Nous offrons des solutions clés en main, des services de gestion de projets et des services professionnels dans le cadre de programmes de simulation dans le domaine des soins de santé. Nous collaborons également avec des sociétés de dispositifs médicaux et des sociétés scientifiques pour mettre au point des solutions de formation innovatrices et personnalisées. En collaboration avec l'American Society of Anesthesiologists (ASA), nous avons, en septembre 2017, lancé Anesthesia SimSTAT, un environnement clinique virtuel à l'intention des médecins. Cette nouvelle plateforme offrira la formation liée au maintien de la certification en anesthésie (MOCA) et nous permettra d'étendre l'accès à la formation clinique fondée sur la simulation sur la scène de l'anesthésiologie. En outre, par l'intermédiaire d'un partenariat sectoriel avec une société de dispositifs médicaux, nous avons mis au point un simulateur d'intervention spécialisée permettant aux médecins de s'exercer à implanter des stimulateurs cardiaques de prochaine génération.

Facteurs déterminants du marché

La demande pour nos produits et services de simulation sur le marché des soins de santé est déterminée par les facteurs suivants :

- Accès limité à de vrais patients pendant la formation;
- Révolution dans le domaine des technologies médicales;
- Utilisation de plus en plus importante de la simulation, et demande pour des démarches de formation innovatrices et adaptées;
- Importance croissante de la sécurité et des résultats pour les patients.

Accès limité à de vrais patients pendant la formation

La formation médicale a toujours été une formation d'apprenti dans le cadre de laquelle l'étudiant administre des soins aux patients sous la supervision d'une personne plus expérimentée. Ainsi, les étudiants jouent un rôle plus limité et font moins souvent face à des interventions risquées, à des complications rares et à des décisions critiques. Le recours à la simulation dans les programmes de formation professionnelle complète l'apprentissage classique et permet aux étudiants de développer leurs compétences cliniques et leur sens critique ainsi que d'être exposés à des événements plus rares comportant un risque de complications plus élevé. En 2014, le U.S. National Council of State Boards of Nursing (NCSBN) a publié une étude révolutionnaire sur l'efficacité de la formation fondée sur la simulation dans les programmes de formation en soins infirmiers préalables à l'obtention du permis d'exercer. Entre autres, l'étude montrait que les étudiants en soins infirmiers qui passaient jusqu'à 50 % de leurs heures cliniques dans un environnement de simulation de qualité étaient aussi bien préparés à l'exercice de leur profession que les étudiants qui avaient acquis la totalité de leur expérience dans un environnement clinique traditionnel.

La simulation offre une expérience de formation uniforme et reproductible et permet de s'exercer sur une variété de patients et de scénarios qu'il ne serait pas possible d'égaliser en pratique clinique normale. Par exemple, notre simulateur d'échographie Vimedix est doté de plus de 200 pathologies en cardiologie, médecine d'urgence et obstétrique/gynécologie. Le modèle de formation et d'éducation est en évolution, comme l'ont montré les corps militaires dans le monde et, tout récemment, le Pentagone américain, qui ont dans la plupart des cas interdit d'effectuer des tests sur des tissus vivants dans le cadre de la formation médicale. Les simulateurs de CAE Santé représentent une solution de rechange peu risquée en matière de procédures d'intervention pour sauver des vies, de formation d'équipes interprofessionnelles et d'intervention en cas de catastrophe majeure.

Révolution dans le domaine des technologies médicales

L'évolution des technologies médicales favorise l'utilisation de la simulation. Les nouveaux dispositifs médicaux et les procédures de pointe, comme l'échographie intracardiaque, les dispositifs d'assistance cardiaque et l'amélioration des techniques de ventilation mécanique, nécessitent des solutions de formation évoluées, comme la simulation, pour l'élaboration de produits à l'interne et la formation des clients. Les organismes de réglementation et de certification resserrent constamment leurs exigences voulant que les cliniciens soient formés avant l'adoption de bouleversements technologiques, tâche pour laquelle la simulation est parfaitement adaptée. En tant que partenaire de formation de choix des principaux fabricants OEM, nous continuons de collaborer à la prestation de formation innovatrice et adaptée visant l'introduction de nouvelles procédures chirurgicales. CAE Santé a annoncé le lancement de CAE VimedixAR, simulateur de formation à l'échographie qui intègre les HoloLens de Microsoft, premier ordinateur holographique autonome au monde. Nous sommes la première entreprise à commercialiser une application de réalité mixte intégrant les HoloLens de Microsoft sur le marché de la simulation médicale.

Utilisation de plus en plus importante de la simulation, et demande pour des démarches de formation innovatrices et adaptées

Les ventes de produits et de services fondés sur la simulation dans le secteur de la santé visent principalement la formation médicale. Nous estimons à quelque 1,1 milliard \$ US la valeur totale du marché de la simulation médicale. L'Amérique du Nord est le plus important marché de la simulation en soins de santé, suivie de l'Europe et de l'Asie. Avec l'aide de plus de 55 distributeurs dans le monde, nous atteignons des marchés nouveaux et émergents afin de répondre à la demande internationale potentielle pour la formation fondée sur la simulation. CAE sépare le marché de la simulation en soins de santé entre les catégories suivantes : simulateurs de réalité virtuelle, augmentée et mixte, simulateurs de patients haute fidélité, simulateurs d'intervention, dispositifs de formation aux tâches moyenne ou basse fidélité, simulateurs d'échographie, solutions audiovisuelles, solutions de gestion de centres de simulation, environnements cliniques simulés et services de formation. Des éléments de plus en plus nombreux démontrent que la simulation médicale accroît les compétences cliniques, améliore les résultats sur les patients et réduit les erreurs médicales, ce qui peut contribuer à atténuer le taux d'augmentation du coût des soins de santé.

Importance croissante de la sécurité et des résultats pour les patients

CAE prévoit que l'on adoptera de plus en plus la formation et la certification fondées sur la simulation destinées aux professionnels de la santé afin d'améliorer la sécurité et les résultats pour les patients. Nous sommes d'avis que cette situation donnerait naissance à un marché potentiel beaucoup plus important que le marché actuel, qui est essentiellement fondé sur l'éducation. Selon une étude effectuée par des chercheurs en sécurité des patients et publiée dans le British Medical Journal en mai 2016, les erreurs médicales commises dans les hôpitaux et dans d'autres établissements de santé sont la troisième cause de décès dans les hôpitaux américains. Grâce à la formation fondée sur la simulation, les cliniciens peuvent accroître leur confiance, leurs connaissances et leur expertise en vue d'améliorer la sécurité des patients dans un environnement sans risque. La simulation est un élément nécessaire ou recommandé d'un mouvement croissant vers l'évaluation et la certification à enjeux élevés, notamment, aux États-Unis, en matière de maintien de la certification MOCA, d'éléments de chirurgie par laparoscopie et de soins avancés de réanimation traumatologique. En outre, l'Accreditation Council for Graduate Medical Education évolue vers une évaluation axée sur les résultats ayant des critères précis d'évaluation et de comparaison de la performance, ce qui favorise l'adoption de produits et de formation fondés sur la simulation.

4. VARIATIONS DU CHANGE

Tous les montants présentés sont en dollars canadiens. Nous mesurons les actifs, les passifs et les transactions libellés en monnaies étrangères selon divers taux de change, comme l'exigent les IFRS.

Les tableaux ci-après montrent les variations des taux de change à la clôture et des taux de change moyens applicables à nos trois principales monnaies opérationnelles.

Nous avons utilisé les taux de change de clôture ci-dessous pour convertir la valeur des actifs, des passifs et du carnet de commandes en dollars canadiens à la clôture de chacune des périodes suivantes :

	30 septembre 2017	30 juin 2017	Diminution	31 mars 2017	Augmentation / (diminution)
Dollar américain (\$ US)	1,25	1,30	(4) %	1,33	(6) %
Euro (€)	1,47	1,48	(1) %	1,42	4 %
Livre sterling (£)	1,67	1,69	(1) %	1,67	-

Les taux de change trimestriels moyens utilisés pour convertir les produits des activités ordinaires et les charges étaient les suivants :

	30 septembre 2017	30 juin 2017	Diminution	30 septembre 2016	Augmentation / (diminution)
Dollar américain (\$ US)	1,26	1,35	(7) %	1,30	(3) %
Euro (€)	1,47	1,48	(1) %	1,46	1 %
Livre sterling (£)	1,64	1,72	(5) %	1,71	(4) %

La conversion en dollars canadiens des résultats de nos établissements à l'étranger a donné lieu à une diminution de 11,1 millions \$ des produits des activités ordinaires du trimestre et à une diminution de 1,9 million \$ du résultat net par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2017. Au premier semestre de l'exercice 2018, la conversion en dollars canadiens des résultats de nos établissements à l'étranger a donné lieu à une diminution de 2,7 millions \$ des produits des activités ordinaires et à une diminution de 0,9 million \$ du résultat net par rapport au premier semestre de l'exercice 2017. Nous avons obtenu ce résultat en convertissant les produits des activités ordinaires et le résultat net libellés en monnaie étrangère du trimestre aux taux de change mensuels moyens du deuxième trimestre de l'exercice précédent et en comparant ces montants ajustés aux montants présentés pour le trimestre écoulé.

Les variations des taux de change se répercutent sur trois de nos champs d'activité :

- Notre réseau d'établissements de formation et de services à l'étranger

La plupart des produits des activités ordinaires dégagés et des dépenses engagées par nos établissements de formation et de services à l'étranger le sont essentiellement dans la monnaie du pays. Les variations du cours des monnaies étrangères par rapport au dollar canadien ont une incidence sur la rentabilité nette et le montant net des investissements de ces établissements. Les profits ou les pertes résultant de la conversion du montant net des participations dans un établissement à l'étranger sont reportés dans le poste des différences de conversion (cumul des autres éléments du résultat global), qui est présenté dans la section capitaux propres de l'état consolidé de la situation financière. Toute incidence d'une fluctuation des taux de change sur la rentabilité nette influencera immédiatement l'état consolidé du résultat net de même que les comparaisons entre exercices et entre trimestres. Nous appliquons la comptabilité de couverture d'investissements nets de manière à couvrir nos investissements nets dans nos entités aux États-Unis. Nous avons désigné une tranche du montant en capital de nos placements privés libellés en dollars américains comme élément de couverture de ces investissements.

- Nos activités de production hors du Canada (Allemagne, Australie, États-Unis, Inde et Royaume-Uni)

La plupart des produits des activités ordinaires dégagés et des dépenses engagées par ces établissements à l'étranger le sont essentiellement dans la monnaie du pays, hormis certains achats de données et d'équipement qui peuvent occasionnellement être effectués dans d'autres monnaies, tout comme les travaux effectués par nos activités de fabrication au Canada. Les variations du cours des monnaies étrangères par rapport au dollar canadien ont une incidence sur la rentabilité nette des activités et le montant net des participations dans ces établissements, exprimés en dollars canadiens, comme nous l'expliquons plus haut.

- Nos activités de production au Canada

Même si les actifs nets des activités que nous exerçons au Canada ne sont pas exposés aux variations du cours des monnaies étrangères (sauf les soldes de trésorerie, créances et dettes fournisseurs libellées en monnaies étrangères), une part importante de nos produits des activités ordinaires annuels que nous réalisons à partir du Canada est libellée en monnaies étrangères (principalement en dollars américains et en euros), alors qu'une part importante de nos dépenses est engagée en dollars canadiens.

De façon générale, les paiements échelonnés sur les contrats de vente libellés en monnaies étrangères font l'objet d'une transaction de couverture visant à atténuer notre exposition au risque de change.

À cet effet, nous détenons toujours un éventail de positions de couverture de change afin de protéger une partie de nos produits des activités ordinaires futurs des risques de volatilité du taux de change entre le dollar canadien et les monnaies étrangères. Nous couvrons une partie des produits des activités ordinaires de façon à ce que la partie non couverte corresponde à la composante coûts en monnaie étrangère du contrat. Or, puisque nos produits des activités ordinaires ne sont pas couverts dans leur intégralité, il n'est pas possible d'offrir une couverture parfaite contre les incidences des fluctuations des taux de change, qui se font par conséquent partiellement ressentir sur l'état consolidé du résultat net. Cette exposition résiduelle peut être plus élevée si les monnaies affichent une importante volatilité à court terme.

Afin d'atténuer au minimum l'incidence potentielle des fluctuations des taux de change, nous effectuons également des transactions de couverture des autres coûts libellés en monnaies étrangères de certains éléments entrant dans notre processus de fabrication.

5. MESURES HORS PCGR ET AUTRES MESURES FINANCIÈRES

Le présent rapport de gestion comprend des mesures hors PCGR et d'autres mesures financières. Les mesures hors PCGR fournissent une information supplémentaire utile, mais peuvent ne pas avoir une signification normalisée établie conformément aux PCGR. Le lecteur doit se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux PCGR ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures hors PCGR aux mesures portant le même nom que fournissent ou utilisent d'autres sociétés.

Capital utilisé

Le capital utilisé est une mesure hors PCGR que nous utilisons pour évaluer et contrôler combien nous investissons dans notre entreprise. Nous mesurons ce capital de deux points de vue :

Du point de vue de l'utilisation qui en est faite :

- Au niveau de la Société dans son ensemble, en prenant le montant total de l'actif (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite de la dette à long terme, partie courante comprise);
- Au niveau sectoriel, en prenant le montant total de l'actif (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des actifs d'impôt et des autres actifs non opérationnels) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite des passifs d'impôt, de la dette à long terme, partie courante comprise, des obligations relatives aux redevances, des obligations au titre des avantages du personnel et des autres passifs non opérationnels).

Du point de vue de la provenance du capital :

- Afin de comprendre d'où provient notre capital, nous faisons la somme de la dette nette et des capitaux propres.

Dépenses d'investissement en immobilisations (maintenance et croissance) corporelles

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique.

Dette nette

La dette nette est une mesure hors PCGR qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte les actifs liquides tels que la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme, partie courante comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Le ratio dette nette/capital correspond à la dette nette divisée par la somme du total des capitaux propres et de la dette nette.

Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure hors PCGR qui nous indique les sommes dont nous disposons pour investir dans les occasions de croissance, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité. Ils correspondent aux flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies, dont sont soustraits les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, les autres actifs sans lien avec la croissance et les dividendes versés et auxquels sont ajoutés le produit de la cession d'immobilisations corporelles, les dividendes reçus des participations mises en équivalence et le produit des participations mises en équivalence, déduction faite des paiements.

Fonds de roulement hors trésorerie

Le fonds de roulement hors trésorerie est une mesure hors PCGR qui nous indique combien d'argent notre entreprise immobilise dans son fonctionnement au quotidien. Il correspond à la différence entre l'actif courant (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que les actifs détenus en vue de la vente) et le passif courant (abstraction faite de la partie courante de la dette à long terme et des passifs détenus en vue de la vente).

Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche et de développement sont une mesure financière que nous utilisons pour évaluer les dépenses directement attribuables aux activités de recherche et de développement que nous avons comptabilisées en charges au cours de la période, déduction faite des crédits d'impôt à l'investissement et des contributions gouvernementales.

Marge brute

La marge brute est une mesure hors PCGR qui correspond au résultat opérationnel dont sont déduits les frais de recherche et de développement, les frais de vente, généraux et d'administration, le montant net des autres (profits) pertes et la quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence et les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition. Nous sommes d'avis que cette mesure aide la direction et les investisseurs à évaluer notre performance opérationnelle en continu.

Nombre équivalent de simulateurs

Le nombre équivalent de simulateurs (NES) est une mesure opérationnelle qui nous indique le nombre moyen de simulateurs de vol qui étaient en état de dégager des résultats au cours de la période. Dans le cas d'un centre de formation exploité en coentreprise à 50/50, nous ne prenons en compte dans le NES que la moitié des simulateurs de vol en service dans ce centre. Lorsqu'un simulateur de vol est retiré du service pour être déménagé, il n'est pris en compte qu'une fois réinstallé et en état de dégager des résultats.

Prises de commandes et carnet de commandes

Prises de commandes

Les prises de commandes sont une mesure financière hors PCGR qui nous indique combien valent en principe les commandes que nous avons reçues :

- Pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat, et prenons en compte la valeur des produits des activités ordinaires attendus. Les produits des activités ordinaires futurs provenant des clients avec des contrats de formation à court terme et à long terme sont inclus dès que nous avons de la part de ces clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur la génération des produits des activités ordinaires;
- Pour le secteur Défense et sécurité, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Les contrats du secteur Défense et sécurité sont généralement réalisés sur une longue période, mais certains d'entre eux doivent être renouvelés chaque année. Pour ce secteur, nous n'inscrivons un élément d'un contrat dans les prises de commandes que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement;
- Pour le secteur Santé, une commande est habituellement convertie en produits des activités ordinaires dans les 12 mois; par conséquent, nous présumons que le montant des commandes correspond aux produits des activités ordinaires.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes correspond au total des commandes divisé par le total des produits des activités ordinaires d'une période donnée.

Carnet de commandes

Les commandes engagées sont une mesure financière hors PCGR qui nous indique à combien se montent les commandes que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées. Elles correspondent à la somme des prises de commandes de la période et du solde des commandes engagées à la fin de l'exercice précédent, moins les produits des activités ordinaires comptabilisés pour la période, plus ou moins les ajustements du carnet de commandes. Si le montant d'une commande déjà comptabilisé pour un exercice antérieur est modifié, le carnet de commandes est ajusté.

Le carnet de commandes des coentreprises se compose de commandes engagées qui représentent la valeur de notre quote-part des commandes qu'ont reçues les coentreprises, mais qu'elles n'ont pas encore exécutées. Le carnet de commandes des coentreprises est établi sur la même base que pour les commandes engagées telle qu'elle est décrite ci-dessus.

Les commandes non financées sont une mesure hors PCGR qui représente les commandes fermes du secteur Défense et sécurité que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées et pour lesquelles l'autorisation de financement n'a pas encore été obtenue. Nous tenons compte des options négociées non exercées dont la probabilité d'exercice est, à notre avis, élevée, mais pas des contrats à exécution indéterminée et à quantité indéterminée. Lorsqu'une option est exercée, elle est sortie des commandes non financées et est inscrite dans les prises de commandes de la période au cours de laquelle elle est exercée.

Le carnet de commandes total comprend les commandes engagées, le carnet de commandes des coentreprises et les commandes non financées.

Rendement du capital utilisé

Le rendement du capital utilisé (RCU) est une mesure hors PCGR que nous utilisons pour évaluer la rentabilité de notre capital investi. Nous calculons ce ratio sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société, en excluant les charges financières nettes, après impôt, par le montant moyen du capital utilisé.

Résultat net avant les éléments particuliers

Le résultat net avant les éléments particuliers est une mesure hors PCGR que nous utilisons comme mesure de rechange de nos résultats opérationnels. Il correspond à notre résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société majoré des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition après impôt et des éléments fiscaux non récurrents. Nous calculons cette mesure parce que nous estimons qu'elle est un meilleur indicateur de notre performance opérationnelle et facilite la comparaison d'une période à l'autre.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel est une mesure additionnelle conforme aux PCGR qui nous indique quel résultat nous avons obtenu avant la prise en compte des effets de certaines décisions financières, structures fiscales et activités abandonnées. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'il permet de comparer plus facilement nos résultats avec ceux de périodes antérieures et avec ceux d'entreprises et de secteurs d'activité où la structure de capital et la réglementation fiscale sont différentes des nôtres.

Résultat opérationnel sectoriel total

Le résultat opérationnel sectoriel total est une mesure hors PCGR qui correspond à la somme de la principale valeur considérée pour mesurer le résultat financier individuel des secteurs opérationnels. Le résultat opérationnel sectoriel donne une indication de la rentabilité individuelle des secteurs puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur performance. Le résultat opérationnel sectoriel total correspond au résultat opérationnel, abstraction faite de l'incidence des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition.

Résultat par action avant les éléments particuliers

Le résultat par action avant les éléments particuliers est une mesure hors PCGR qui est obtenue en éliminant l'incidence des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition et des éléments fiscaux non récurrents du résultat par action dilué des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société. L'incidence par action correspond aux coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition après impôt et aux éléments fiscaux non récurrents, divisés par le nombre moyen dilué d'actions. Nous calculons cette mesure parce que nous estimons qu'elle est un meilleur indicateur de notre performance opérationnelle par action et facilite la comparaison d'une période à l'autre.

Taux d'utilisation

Le taux d'utilisation est l'une des mesures opérationnelles que nous utilisons pour évaluer la performance de notre réseau de simulateurs du secteur Solutions de formation pour l'aviation civile. Bien que ce taux n'ait pas de lien direct avec les produits des activités ordinaires comptabilisés, nous l'utilisons, parallèlement à d'autres mesures, puisque nous sommes d'avis qu'il s'agit d'un indicateur de notre rendement opérationnel. Il correspond au nombre d'heures de formation vendues sur nos simulateurs pour la période, divisé par la capacité de formation pratique disponible pour cette même période.

6. RÉSULTATS CONSOLIDÉS

6.1 Résultat opérationnel – deuxième trimestre de l'exercice 2018

<i>(montants en millions, sauf les montants par action)</i>	T2-2018	T1-2018	T4-2017	T3-2017	T2-2017
Produits des activités ordinaires	646,0	698,9	734,7	682,7	635,5 \$
Coût des ventes	458,0	486,2	499,7	483,4	448,6 \$
Marge brute ³	188,0	212,7	235,0	199,3	186,9 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	29,1	30,4	32,0	29,2	29,4 %
Frais de recherche et de développement ³	30,0	32,3	31,3	28,8	25,9 \$
Frais de vente, généraux et d'administration	75,1	94,8	109,5	90,0	84,3 \$
Autres (profits) pertes – montant net	(18,3)	0,3	(12,3)	(6,8)	3,7 \$
Quote-part après impôt du résultat des participations mises en équivalence	(8,1)	(12,5)	(14,4)	(14,1)	(12,8) \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	-	-	20,0	2,8	9,6 \$
Résultat opérationnel ³	109,3	97,8	100,9	98,6	76,2 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	16,9	14,0	13,7	14,4	12,0 %
Produits financiers	(3,3)	(3,2)	(4,3)	(2,2)	(2,8) \$
Charges financières	20,8	21,0	20,6	20,7	20,7 \$
Charges financières – montant net	17,5	17,8	16,3	18,5	17,9 \$
Résultat avant impôt sur le résultat et activités abandonnées	91,8	80,0	84,6	80,1	58,3 \$
Charge d'impôt sur le résultat	24,8	14,6	14,8	11,0	9,5 \$
<i>En pourcentage du résultat avant impôt sur le résultat et activités abandonnées (taux d'imposition)</i>	27	18	17	14	16 %
Résultat des activités poursuivies	67,0	65,4	69,8	69,1	48,8 \$
Résultat des activités abandonnées	-	-	(0,7)	0,2	0,1 \$
Résultat net	67,0	65,4	69,1	69,3	48,9 \$
Attribuable aux :					
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
Activités poursuivies	65,2	63,8	67,4	67,6	48,3 \$
Activités abandonnées	-	-	(0,7)	0,2	0,1 \$
	65,2	63,8	66,7	67,8	48,4 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	1,8	1,6	2,4	1,5	0,5 \$
	67,0	65,4	69,1	69,3	48,9 \$
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
De base et dilué	0,24	0,24	0,25	0,25	0,18 \$

Produits des activités ordinaires poursuivies en baisse de 8 % par rapport au trimestre précédent et en hausse de 2 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2017

Les produits des activités ordinaires poursuivies sont en baisse de 52,9 millions \$ par rapport au trimestre précédent. Cette diminution est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur Solutions de formation pour l'aviation civile ont diminué de 62,8 millions \$, soit 15 %, essentiellement en raison du fléchissement des produits des activités ordinaires tirés des ventes de simulateurs comptabilisés à l'achèvement, de la baisse saisonnière du taux d'utilisation de simulateurs, surtout en Europe et en Amérique, et de l'incidence défavorable des variations du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger;
- Les produits des activités ordinaires du secteur Défense et sécurité ont augmenté de 5,5 millions \$, soit 2 %, essentiellement du fait de la hausse des produits des activités ordinaires tirés des programmes au Moyen-Orient, en Europe et en Amérique du Nord, neutralisée en partie par l'incidence défavorable des variations du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger;
- Les produits des activités ordinaires du secteur Santé ont augmenté de 4,4 millions \$, soit 18 %, ce qui s'explique d'abord et avant tout par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs de patients du fait de la hausse des ventes internationales par l'entremise de distributeurs et des ventes à des clients militaires. La hausse a été annulée en partie par le fléchissement des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs d'intervention.

³ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

Les produits des activités ordinaires poursuivies ont augmenté de 10,5 millions \$ par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2017. Cette augmentation est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur Défense et sécurité ont augmenté de 15,5 millions \$, soit 6 %, essentiellement du fait de la hausse des produits des activités ordinaires tirés des programmes au Moyen-Orient, en Amérique du Nord et en Europe, neutralisée en partie par l'incidence défavorable des variations du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger et par la baisse des produits des activités ordinaires tirés des programmes australiens;
- Les produits des activités ordinaires du secteur Santé ont augmenté de 0,7 million \$, soit 3 %, ce qui s'explique d'abord et avant tout par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs de patients et des solutions de gestion de centres de simulation, neutralisée en partie par le fléchissement des produits des activités ordinaires tirés d'alliances avec des fabricants OEM;
- Les produits des activités ordinaires du secteur Solutions de formation pour l'aviation civile ont diminué de 5,7 millions \$, soit 2 %, essentiellement en raison du fléchissement des produits des activités ordinaires tirés des ventes de simulateurs comptabilisés à l'achèvement et de l'incidence défavorable des variations du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger. La baisse a été contrebalancée en partie par l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés de notre usine de fabrication du fait du moment où les grandes étapes de production ont été atteintes.

Au premier semestre de l'exercice, les produits des activités ordinaires poursuivies se sont établis à 1 344,9 millions \$, en hausse de 57,8 millions \$, soit 4 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur Solutions de formation pour l'aviation civile ont augmenté de 34,5 millions \$, soit 5 %, essentiellement en raison de la hausse des produits des activités ordinaires tirés de notre usine de fabrication du fait du moment où les grandes étapes de production ont été atteintes, de la progression des produits des activités ordinaires tirés des ventes de simulateurs comptabilisés à l'achèvement et de l'accroissement de la demande pour nos services de placement de membres d'équipage. L'augmentation est également attribuable à la hausse du taux d'utilisation de simulateurs et à l'apport des simulateurs nouvellement déployés dans notre réseau en Amérique, facteurs contrebalancés en partie par la diminution du taux d'utilisation de simulateurs en Europe et en Asie;
- Les produits des activités ordinaires du secteur Défense et sécurité ont augmenté de 21,4 millions \$, soit 4 %, essentiellement du fait de la hausse des produits des activités ordinaires tirés des programmes au Moyen-Orient et en Europe, neutralisée en partie par la baisse des produits des activités ordinaires tirés des programmes australiens et par l'incidence défavorable des variations du change à la conversion des résultats des établissements à l'étranger;
- Les produits des activités ordinaires du secteur Santé ont augmenté de 1,9 million \$, soit 4 %, ce qui s'explique d'abord et avant tout par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs d'intervention du fait de l'accroissement des ventes à des clients militaires et par l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des solutions de gestion de centres de simulation, facteurs neutralisés en partie par le fléchissement des produits des activités ordinaires tirés d'alliances avec des fabricants OEM.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

Résultat opérationnel sectoriel total⁴ en hausse de 11,5 millions \$ par rapport au trimestre précédent et de 23,5 millions \$ par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2017

Pour le trimestre écoulé, le résultat opérationnel s'est établi à 109,3 millions \$, soit 16,9 % des produits des activités ordinaires, comparativement à 97,8 millions \$, soit 14,0 % des produits des activités ordinaires, au trimestre précédent et à 76,2 millions \$, soit 12,0 % des produits des activités ordinaires, au deuxième trimestre de l'exercice 2017. La Société n'a comptabilisé aucun coût de restructuration, d'intégration ou d'acquisition ce trimestre, comparativement à 9,6 millions \$ au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel total s'est établi à 109,3 millions \$ pour le trimestre écoulé, par rapport à 97,8 millions \$ pour le trimestre précédent et à 85,8 millions \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2017.

Le résultat opérationnel sectoriel total a augmenté de 11,5 millions \$, soit 12 %, par rapport au trimestre précédent. La hausse du résultat opérationnel sectoriel s'est établie à 4,0 millions \$ pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, à 3,8 millions \$ pour le secteur Santé et à 3,7 millions \$ pour le secteur Défense et sécurité.

Le résultat opérationnel sectoriel total a augmenté de 23,5 millions \$, soit 27 %, par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2017. La hausse de 22,9 millions \$ pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile et celle de 1,0 million \$ pour le secteur Défense et sécurité ont été contrebalancées en partie par la baisse de 0,4 million \$ pour le secteur Santé.

Au premier semestre de l'exercice 2018, le résultat opérationnel s'est établi à 207,1 millions \$, soit 15,4 % des produits des activités ordinaires, comparativement à 165,2 millions \$, soit 12,8 % des produits des activités ordinaires, pour la période correspondante de l'exercice précédent. Depuis le début de l'exercice, la Société n'a comptabilisé aucun coût de restructuration, d'intégration ou d'acquisition et a inscrit un résultat opérationnel sectoriel total de 207,1 millions \$. À l'exercice précédent, la Société avait comptabilisé des coûts de restructuration, d'intégration ou d'acquisition de 12,7 millions \$ et un résultat opérationnel sectoriel total de 177,9 millions \$.

Au premier semestre de l'exercice 2018, le résultat opérationnel sectoriel total a progressé de 29,2 millions \$, soit 16 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent du fait d'une augmentation de 32,2 millions \$ pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, annulée en partie par la baisse de 1,9 million \$ pour le secteur Santé et par celle de 1,1 million \$ pour le secteur Défense et sécurité.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

⁴ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

Montant net des charges financières en baisse de 0,3 million \$ par rapport au trimestre précédent et de 0,4 million \$ par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2017

La baisse par rapport au trimestre précédent s'explique d'abord et avant tout par la diminution des autres charges financières et des charges financières liées aux contrats de location-financement, neutralisée en partie par la diminution des coûts d'emprunt incorporés à certains actifs non courants.

La baisse par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2017 est essentiellement attribuable à l'augmentation des produits financiers et à la diminution de la charge d'intérêts sur la dette à long terme, facteurs contrebalancés en partie par l'accroissement des autres charges financières.

Au premier semestre de l'exercice 2018, le montant net des charges financières s'est établi à 35,3 millions \$, soit 2,3 millions \$ de moins que pour la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse des produits financiers et la diminution de la charge d'intérêts sur la dette à long terme et les contrats de location-financement ont été contrebalancés en partie par l'accroissement des charges financières à l'égard des obligations relatives aux redevances.

Taux d'imposition de 27 % pour le trimestre écoulé

Pour le trimestre écoulé, la charge d'impôt sur le résultat s'est établie à 24,8 millions \$, ce qui correspond à un taux d'imposition effectif de 27 %, comparativement à 18 % au trimestre précédent et à 16 % au deuxième trimestre de l'exercice 2017. Au premier semestre de l'exercice 2018, la charge d'impôt sur le résultat a totalisé 39,4 millions \$, ce qui correspond à un taux d'imposition effectif de 23 %, par rapport à 7 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

L'augmentation du taux d'imposition par rapport au trimestre précédent s'explique en grande partie par la vente de notre participation dans la coentreprise ZFTC ce trimestre et par l'incidence défavorable de contrôles fiscaux au Canada, facteurs contrebalancés en partie par un changement dans la composition des bénéfices provenant de différentes juridictions. Compte non tenu de l'incidence de la vente de notre participation dans ZFTC, le taux d'imposition se serait établi à 23 % au deuxième trimestre.

L'augmentation du taux d'imposition pour le trimestre écoulé par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2017 est en grande partie attribuable à la vente de notre participation dans la coentreprise ZFTC ce trimestre et à l'incidence défavorable de contrôles fiscaux au Canada, facteurs annulés en partie par un changement dans la composition des bénéfices provenant de différentes juridictions.

L'augmentation du taux d'imposition pour le premier semestre de l'exercice 2018 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent s'explique d'abord et avant tout par la comptabilisation d'actifs d'impôt différé au Brésil au cours de l'exercice précédent, par la vente de notre participation dans la coentreprise ZFTC cette année et par l'incidence défavorable de contrôles fiscaux au Canada, de même que par un changement dans la composition des bénéfices provenant de différentes juridictions. Compte non tenu de la vente de notre participation dans ZFTC, le taux d'imposition se serait établi à 20 % au premier semestre de l'exercice 2018.

6.2 Prises de commandes consolidées et carnet de commandes total

La valeur de notre carnet de commandes consolidé total était de 6 713,6 millions \$ à la fin du trimestre écoulé. De nouvelles commandes de 931,4 millions \$ ont été ajoutées au cours du trimestre, et des produits des activités ordinaires de 646,0 millions \$ ont été tirés de nos commandes engagées. L'ajustement de 269,3 millions \$ est principalement attribuable à l'incidence défavorable des variations du change, au retrait du contrat de service de soutien aux instructeurs pour le programme Initial Entry Rotary-Wing faisant suite à la décision du client de l'attribuer à l'entreprise qui avait précédemment le contrat avant l'issue finale de notre protestation subséquente et à la réévaluation de contrats d'exercices antérieurs. Notre carnet de commandes des coentreprises⁵ s'est établi à 482,4 millions \$ et nos commandes non financées⁵, à 740,2 millions \$. Un ajustement a été apporté aux commandes non financées de manière à refléter le retrait du contrat de service de soutien aux instructeurs pour le programme Initial Entry Rotary-Wing.

Carnet de commandes total en baisse de 8 % par rapport au trimestre précédent

<i>(montants en millions)</i>	Trimestre clos le 30 septembre 2017	Semestre clos le 30 septembre 2017
Commandes engagées en début de période	5 474,9 \$	5 530,0 \$
+ commandes	931,4	1 618,1
- produits des activités ordinaires	(646,0)	(1 344,9)
+/- ajustements	(269,3)	(312,2)
Commandes engagées en fin de période	5 491,0 \$	5 491,0 \$
Carnet de commandes des coentreprises (exclusivement composé de commandes engagées)	482,4	482,4
Commandes non financées	740,2	740,2
Carnet de commandes total	6 713,6 \$	6 713,6 \$

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 1,44. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,22.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

⁵ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

7. RÉSULTATS PAR SECTEUR

Aux fins de la gestion et de la présentation de l'information financière, nos activités sont réparties entre trois secteurs :

- Solutions de formation pour l'aviation civile;
- Défense et sécurité;
- Santé.

Lorsqu'il nous est possible de mesurer l'emploi que chaque secteur fait des actifs communs, des charges et des passifs (essentiellement des frais généraux), nous lui attribuons la part qui correspond à cet emploi. Sinon, nous faisons une répartition au prorata du coût des ventes de chaque secteur.

À moins d'indication contraire, les éléments d'analyse de nos produits des activités ordinaires et de notre résultat opérationnel sectoriel sont présentés en ordre de grandeur.

PRINCIPAUX INDICES DE RENDEMENT

Résultat opérationnel sectoriel

<i>(montants en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	T2-2018	T1-2018	T4-2017	T3-2017	T2-2017
Solutions de formation pour l'aviation civile	77,1	73,1	83,8	71,4	54,2 \$
	22,1	17,8	20,1	17,3	15,3 %
Défense et sécurité	30,0	26,3	33,0	30,0	29,0 \$
	11,2	10,0	11,7	12,3	11,5 %
Santé	2,2	(1,6)	4,1	-	2,6 \$
	7,8	-	12,0	-	9,4 %
Résultat opérationnel sectoriel (ROS) total	109,3	97,8	120,9	101,4	85,8 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	-	-	(20,0)	(2,8)	(9,6) \$
Résultat opérationnel	109,3	97,8	100,9	98,6	76,2 \$

Capital utilisé⁶

<i>(montants en millions)</i>	T2-2018	T1-2018	T4-2017	T3-2017	T2-2017
Solutions de formation pour l'aviation civile	1 850,6	2 073,4	1 985,3	2 016,5	2 052,4 \$
Défense et sécurité	965,5	924,6	881,2	875,3	862,6 \$
Santé	206,4	213,4	224,3	222,8	214,1 \$
	3 022,5	3 211,4	3 090,8	3 114,6	3 129,1 \$

7.1 Solutions de formation pour l'aviation civile

EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2018

Acquisitions et cessions

- Nous avons conclu une entente de vente et d'achat avec AirAsia en vertu de laquelle nous acquerrons la participation restante de 50 % de cette dernière dans l'ACE pour une contrepartie en trésorerie de 90 millions \$ US plus une contrepartie conditionnelle payable à long terme pouvant atteindre 10 millions \$ US. La clôture de la transaction est assujettie aux conditions de clôture usuelles;
- Nous avons conclu la vente à China Southern Airlines de notre participation de 49 % dans la coentreprise ZFTC. Dans le cadre de la transaction, les entreprises ont signé une entente pour l'impartition à CAE de la capacité de formation de sociétés aériennes tierces effectuée dans les installations du ZFTC de China Southern Airlines.

⁶ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

Expansions

- Nous avons signé un protocole d'entente avec Singapore Airlines afin d'établir une coentreprise pour la formation de pilotes à Singapour. Au début, la coentreprise sera principalement axée sur la prestation de formation sur simulateur pour les appareils Boeing, afin de répondre aux besoins de formation des pilotes de Singapore Airlines, des filiales de cette dernière et d'autres compagnies aériennes de la région. La clôture de la transaction est assujettie aux conditions de clôture usuelles;
- Nous avons annoncé l'élargissement de nos capacités de formation de pilotes à Phoenix (États-Unis) avec le déploiement d'un nouveau simulateur de vol Bombardier CRJ900 construit par CAE, qui est maintenant prêt pour la formation. De plus, un simulateur Embraer ERJ-145 construit par CAE sera livré au centre d'ici la fin de l'année civile. Nous élargissons notre présence sur le marché de la formation à Phoenix afin de répondre aux besoins grandissants en matière de formation de pilotes de nos clients nord-américains;
- Nous avons inauguré un simulateur ATR 72-600 à notre centre de formation de Madrid (Espagne).

Nouveaux programmes et produits

- Le premier simulateur de vol Boeing 737MAX au monde à être exploité par une compagnie aérienne, situé au centre de formation d'Air Canada à Toronto (Canada), a obtenu la qualification provisoire de niveau C;
- Nous avons lancé le programme de formation CAE Master Pilot, insigne d'honneur pour les pilotes d'aviation d'affaires pour bonifier leur expérience tout au long de leur carrière et d'augmenter leurs capacités en matière de connaissances des plateformes, de sensibilisation à la sécurité et de réaction en fonction des situations.

COMMANDES

Le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile a obtenu ce trimestre des contrats devant générer des produits des activités ordinaires futurs de 387,6 millions \$, notamment des contrats portant sur la fourniture de 11 FFS.

Principaux contrats obtenus au cours du trimestre :

- Un renouvellement de contrat à long terme exclusif avec un client de longue date, Iberia Airlines;
- Un renouvellement de contrat à long terme exclusif pour la formation des pilotes avec Brussels Airlines;
- Un renouvellement de contrat à long terme exclusif pour la formation des pilotes avec Endeavor.

Contrats portant sur la fourniture de FFS obtenus au cours du trimestre :

- Un FFS Boeing 777X à Lufthansa Aviation Training;
- Un FFS Airbus A320NEO et un FFS Boeing 737MAX à Korean Air;
- Un FFS Boeing 737MAX à Fiji Airways;
- Deux FFS Airbus A320 et un FFS Boeing 737NG à Baltic Aviation Academy;
- Quatre FFS, soit un Airbus A320, un Boeing 767-300ER et un Boeing 737NG, à des clients dans diverses régions dont l'identité demeure confidentielle.

Pour le premier semestre de l'exercice, le secteur civil a enregistré des commandes portant sur la fourniture de 19 FFS.

Résultats financiers

(montants en millions, sauf les marges opérationnelles, les unités NES, les FFS déployés et le taux d'utilisation)

	T2-2018	T1-2018	T4-2017	T3-2017	T2-2017
Produits des activités ordinaires	349,0	411,8	417,8	412,8	354,7 \$
Résultat opérationnel sectoriel	77,1	73,1	83,8	71,4	54,2 \$
Marges opérationnelles	22,1	17,8	20,1	17,3	15,3 %
Dotation aux amortissements	31,8	35,2	33,3	37,3	34,0 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	21,9	32,7	52,5	16,6	25,1 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	1,9	6,0	5,4	4,7	5,3 \$
Capital utilisé	1 850,6	2 073,4	1 985,3	2 016,5	2 052,4 \$
Carnet de commandes total	3 106,6	3 225,0	3 288,9	3 253,5	3 337,6 \$
Unités NES ⁷	199	209	210	209	210
FFS déployés	249	269	269	269	269
Taux d'utilisation ⁷	70	78	77	76	70 %

⁷ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

Produits des activités ordinaires en baisse de 15 % par rapport au trimestre précédent et de 2 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2017

La baisse par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par la diminution des produits des activités ordinaires tirés des ventes de simulateurs comptabilisés à l'achèvement, par la baisse saisonnière du taux d'utilisation de simulateurs, surtout en Europe et en Amérique, et par l'incidence défavorable des variations du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger.

La diminution par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2017 est d'abord et avant tout attribuable à la baisse des produits des activités ordinaires tirés des ventes de simulateurs comptabilisés à l'achèvement et à l'incidence défavorable des variations du change à la conversion des résultats des établissements à l'étranger. La baisse a été contrebalancée en partie par l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés de notre usine de fabrication du fait du moment où les grandes étapes de production ont été atteintes.

Au premier semestre de l'exercice, les produits des activités ordinaires se sont établis à 760,8 millions \$, en hausse de 34,5 millions \$, soit 5 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse s'explique en grande partie par l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés de notre usine de fabrication du fait du moment où les grandes étapes de production ont été atteintes, des produits des activités ordinaires tirés des ventes de simulateurs comptabilisés à l'achèvement et de la demande de placement de membres d'équipage. L'augmentation est également attribuable à la hausse du taux d'utilisation de simulateurs et à l'apport des simulateurs nouvellement déployés dans notre réseau en Amérique, facteurs neutralisés en partie par la diminution du taux d'utilisation de simulateurs en Europe et en Asie.

Résultat opérationnel sectoriel en hausse de 5 % par rapport au trimestre précédent et de 42 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2017

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 77,1 millions \$ (22,1 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 73,1 millions \$ (17,8 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 54,2 millions \$ (15,3 % des produits des activités ordinaires) au deuxième trimestre de l'exercice 2017.

Le résultat opérationnel sectoriel a augmenté de 4,0 millions \$, soit 5 %, par rapport au trimestre précédent. La hausse s'explique en grande partie par le profit sur la cession de notre participation dans la coentreprise ZFTC, par la baisse des frais de vente, généraux et d'administration et par les profits sur la vente de simulateurs existants de notre réseau à nos clients. L'augmentation a été neutralisée en partie par la baisse saisonnière du taux d'utilisation de FFS, comme il est expliqué plus haut, et par le repli des produits des activités ordinaires tirés des ventes de simulateurs comptabilisés à l'achèvement.

Le résultat opérationnel sectoriel a augmenté de 22,9 millions \$, soit 42 %, par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2017. La hausse s'explique en grande partie par le profit sur la cession de notre participation dans la coentreprise ZFTC, par la baisse des frais de vente, généraux et d'administration et par les profits sur la vente de simulateurs existants de notre réseau à nos clients. Cette hausse a été neutralisée en partie par une combinaison de programmes moins favorable à notre usine de fabrication.

Au premier semestre de l'exercice, le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 150,2 millions \$ (19,7 % des produits des activités ordinaires), en hausse de 32,2 millions \$, soit 27 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse est d'abord et avant tout attribuable au profit sur la cession de notre participation dans la coentreprise ZFTC, au taux d'utilisation de simulateurs accru, à l'apport des simulateurs nouvellement déployés dans notre réseau en Amérique et à la hausse des produits des activités ordinaires tirés des ventes de simulateurs comptabilisés à l'achèvement. L'augmentation découle également des profits sur la vente de simulateurs existants de notre réseau à nos clients.

Dépenses d'investissement en immobilisations corporelles de 21,9 millions \$ pour le trimestre

Les dépenses en immobilisations liées à la maintenance se sont établies à 10,6 millions \$ pour le trimestre, alors que les dépenses en immobilisations liées à la croissance ont totalisé 11,3 millions \$.

Capital utilisé en baisse de 222,8 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La baisse par rapport au trimestre précédent est essentiellement attribuable à la diminution de l'investissement dans les participations mises en équivalence, en grande partie du fait de la cession de notre participation de 49 % dans la coentreprise ZFTC, comme il est expliqué plus haut, et à la baisse de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie, d'abord et avant tout attribuable à la hausse des produits différés et à la baisse des créances clients.

Carnet de commandes total de 3 106,6 millions \$ à la fin du trimestre

<i>(montants en millions)</i>	Trimestre clos le 30 septembre 2017	Semestre clos le 30 septembre 2017
Commandes engagées en début de période	2 778,9 \$	2 823,9 \$
+ commandes	387,6	788,0
- produits des activités ordinaires	(349,0)	(760,8)
+/- ajustements (surtout les variations du change)	(119,0)	(152,6)
Commandes engagées en fin de période	2 698,5 \$	2 698,5 \$
Carnet de commandes des coentreprises (exclusivement composé de commandes engagées)	408,1	408,1
Carnet de commandes total	3 106,6 \$	3 106,6 \$

Pour le trimestre écoulé, les ajustements sont principalement liés aux variations défavorables du change et à la réévaluation de contrats d'exercices antérieurs.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 1,11. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,03.

7.2 Défense et sécurité

EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2018

Nouveaux programmes et produits

- Les Forces aériennes polonaises ont mis en service un FFS SW-4 de série CAE 3000 à la 41st Air Base School à Deblin, en Pologne. Il sera utilisé par les Forces aériennes dans le cadre de son programme de formation actualisé pour les cadets de l'air.

COMMANDES

Le secteur Défense et sécurité a obtenu ce trimestre des contrats d'une valeur de 515,5 millions \$, notamment :

- Un contrat du ministère de la Défense du Royaume-Uni pour la prolongation des services d'entraînement des équipages au Centre de formation des équipages d'hélicoptères moyens de soutien (MSHATF) de CAE;
- Un contrat de Lockheed Martin pour soutenir la conception et la construction de dispositifs d'entraînement additionnels aux systèmes d'armes du C-130J pour l'USAF et la Garde nationale aérienne;
- Un contrat de l'USAF pour la prolongation des services d'entraînement des équipages du KC-135 et pour un éventail de mises à niveau et de modifications des dispositifs d'entraînement du KC-135;
- Un contrat de l'USAF pour la prolongation des services d'entraînement des équipages d'avions télépilotes MQ-1 Predator et MQ-9 Reaper et pour l'élaboration de didacticiels;
- Un contrat du gouvernement du Brunei pour des services de formation en gestion des urgences au CAE Brunei Multi-Purpose Training Centre;
- Un contrat de la U.S. Navy pour la prolongation des services d'entraînement des équipages du T-44C.

Résultats financiers

<i>(montants en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	T2-2018	T1-2018	T4-2017	T3-2017	T2-2017
Produits des activités ordinaires	268,7	263,2	282,7	243,7	253,2 \$
Résultat opérationnel sectoriel	30,0	26,3	33,0	30,0	29,0 \$
<i>Marges opérationnelles</i>	11,2	10,0	11,7	12,3	11,5 %
Dotation aux amortissements	14,0	14,8	14,3	14,5	11,1 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	2,3	15,1	19,7	19,0	33,5 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	5,2	3,6	12,6	6,7	2,9 \$
Capital utilisé	965,5	924,6	881,2	875,3	862,6 \$
Carnet de commandes total	3 607,0	4 101,2	4 241,3	4 139,6	3 197,4 \$

Produits des activités ordinaires en hausse de 2 % par rapport au trimestre précédent et de 6 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2017

La hausse par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des programmes au Moyen-Orient, en Europe et en Amérique du Nord, atténuée en partie par l'incidence défavorable des variations du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger.

La hausse par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2017 s'explique essentiellement par l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des programmes au Moyen-Orient, en Amérique du Nord et en Europe, atténuée en partie par l'incidence défavorable des variations du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger et par la diminution des produits des activités ordinaires tirés des programmes australiens.

Les produits des activités ordinaires se sont établis à 531,9 millions \$ depuis le début de l'exercice, en hausse de 21,4 millions \$, soit 4 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation reflète en grande partie la hausse des produits des activités ordinaires tirés des programmes au Moyen-Orient et en Europe, contrebalancée en partie par la diminution des produits des activités ordinaires tirés des programmes australiens et par l'incidence défavorable des variations du change à la conversion des résultats des établissements à l'étranger.

Résultat opérationnel sectoriel en hausse de 14 % par rapport au trimestre précédent et de 3 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2017

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 30,0 millions \$ (11,2 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre, comparativement à 26,3 millions \$ (10,0 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 29,0 millions \$ (11,5 % des produits des activités ordinaires) au deuxième trimestre de l'exercice 2017.

L'augmentation par rapport au trimestre précédent s'explique d'abord et avant tout par la baisse des frais de vente, généraux et d'administration, par la hausse de la marge à l'égard des programmes nord-américains et par la progression du volume à l'égard des programmes au Moyen-Orient, facteurs annulés en partie par le repli de la marge à l'égard des programmes européens et australiens, conjugué à la baisse des produits des activités ordinaires provenant de nos coentreprises et à l'incidence défavorable des variations du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger.

L'augmentation par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2017 est en grande partie attribuable à la baisse des frais de vente, généraux et d'administration, à la hausse de la marge à l'égard des programmes nord-américains et asiatiques ainsi qu'à l'augmentation du volume à l'égard des programmes au Moyen-Orient, facteurs annulés en partie par la baisse de la marge à l'égard des programmes australiens et européens, par la progression du montant net des frais de recherche et de développement et par l'incidence défavorable des variations du change à la conversion des résultats des établissements à l'étranger.

Au premier semestre de l'exercice, le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 56,3 millions \$ (10,6 % des produits des activités ordinaires), en baisse de 1,1 million \$, soit 2 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution est en grande partie attribuable à la baisse de la marge à l'égard des programmes australiens et à l'augmentation du montant net des frais de recherche et de développement, facteurs contrebalancés en partie par l'accroissement de la marge à l'égard des programmes asiatiques et nord-américains, du volume à l'égard des programmes au Moyen-Orient et des produits des activités ordinaires provenant de nos coentreprises.

Capital utilisé en hausse de 40,9 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse par rapport au trimestre précédent est essentiellement attribuable à l'augmentation du fonds de roulement hors trésorerie, en grande partie du fait de la baisse des dettes fournisseurs et charges à payer et de la diminution des passifs au titre des contrats en cours, facteurs neutralisés en partie par la baisse des immobilisations corporelles et incorporelles attribuable aux variations du change.

Carnet de commandes total en baisse de 12 % par rapport au trimestre précédent

<i>(montants en millions)</i>	Trimestre clos le 30 septembre 2017	Semestre clos le 30 septembre 2017
Commandes engagées en début de période	2 696,0 \$	2 706,1 \$
+ commandes	515,5	777,9
- produits des activités ordinaires	(268,7)	(531,9)
+/- ajustements	(150,3)	(159,6)
Commandes engagées en fin de période	2 792,5 \$	2 792,5 \$
Carnet de commandes des coentreprises (exclusivement composé de commandes engagées)	74,3	74,3
Commandes non financées	740,2	740,2
Carnet de commandes total	3 607,0 \$	3 607,0 \$

Pour le trimestre, les ajustements sont principalement liés aux variations défavorables du change, au retrait du contrat de service de soutien aux instructeurs pour le programme Initial Entry Rotary-Wing faisant suite à la décision du client de l'accorder à l'entreprise qui avait précédemment le contrat avant l'issue finale de notre protestation subséquente et à la réévaluation de contrats d'exercices antérieurs.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 1,92. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,53.

Pour le trimestre écoulé, des commandes de 131,9 millions \$ ont été ajoutées aux commandes non financées, et un montant de 158,6 millions \$ a été transféré vers les commandes engagées. Un ajustement a été apporté aux commandes non financées de manière à refléter le retrait du contrat de service de soutien aux instructeurs pour le programme Initial Entry Rotary-Wing.

7.3 Santé

EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2018

Nouveaux programmes et produits

- L'ASA et nous avons lancé Anesthesia SimSTAT – Trauma, premier d'une série de modules interactifs de simulation sur écran, Anesthesia SimSTAT. Le module Anesthesia SimSTAT – Trauma a été spécialement conçu afin d'offrir aux anesthésiologistes une formation avancée relative aux victimes d'accident;
- Nous avons commencé à livrer notre mannequin de compétences cliniques, CAE Juno, ce trimestre et avons lancé des modules d'apprentissage connexes pour CAE Juno afin de faciliter l'adoption de l'apprentissage fondé sur la simulation par les programmes de soins infirmiers.

Autre

- Illustrant notre leadership éclairé dans la simulation pour les soins de santé, Anesthesia SimSTAT, une plate-forme de formation par simulation sur écran élaborée avec l'ASA, a remporté le prix .orgCommunity Innovation 2017. De plus, nous avons remporté le prix Unity Impact pour notre simulateur d'échographie de réalité mixte VimedixAR, qui intègre des hologrammes interactifs en temps réel de l'anatomie humaine.

COMMANDES

Les ventes de CAE Santé ce trimestre comprennent ce qui suit :

- La vente de 13 simulateurs de patients à une base de l'armée américaine;
- La vente de 11 simulateurs de patients, d'un simulateur d'échographie et d'un système de gestion de centres à une base militaire en Amérique latine;
- La vente d'une solution de formation mobile adaptée à une université du Costa Rica, une première dans la région;
- La vente de 29 simulateurs de patients, de 20 mannequins de compétences, de 13 simulateurs d'intervention et de 10 systèmes de gestion de centres aux termes d'importants contrats avec des clients aux États-Unis, en Asie-Pacifique, en Europe et au Moyen-Orient.

Résultats financiers

<i>(montants en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	T2-2018	T1-2018	T4-2017	T3-2017	T2-2017
Produits des activités ordinaires	28,3	23,9	34,2	26,2	27,6 \$
Résultat opérationnel sectoriel	2,2	(1,6)	4,1	-	2,6 \$
<i>Marges opérationnelles</i>	7,8	-	12,0	-	9,4 %
Dotations aux amortissements	3,1	3,6	3,8	3,5	3,3 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	0,2	1,3	1,4	0,2	0,2 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	2,3	1,5	-	1,6	1,0 \$
Capital utilisé	206,4	213,4	224,3	222,8	214,1 \$

Produits des activités ordinaires en hausse de 18 % par rapport au trimestre précédent et de 3 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2017

La hausse par rapport au trimestre précédent s'explique en grande partie par l'accroissement des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs de patients du fait de la hausse des ventes internationales par l'entremise de distributeurs et des ventes aux clients militaires. L'augmentation a été annulée en partie par la baisse des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs d'intervention.

L'augmentation par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2017 est d'abord et avant tout attribuable à la hausse des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs de patients et des solutions de gestion de centres, neutralisée en partie par la diminution des produits des activités ordinaires tirés d'alliances avec des fabricants OEM.

Les produits des activités ordinaires se sont élevés à 52,2 millions \$ pour le premier semestre, en hausse de 1,9 million \$, soit 4 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation s'explique en grande partie par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs d'intervention attribuable aux ventes accrues à des clients militaires, ainsi que par l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des solutions de gestion de centres, facteurs annulés en partie par le fléchissement des produits des activités ordinaires tirés d'alliances avec des fabricants OEM.

Résultat opérationnel sectoriel en hausse par rapport au trimestre précédent et en baisse par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2017

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à un bénéfice de 2,2 millions \$ (7,8 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre, par rapport à une perte de 1,6 million \$ pour le trimestre précédent et à un bénéfice de 2,6 millions \$ (9,4 % des produits des activités ordinaires) au deuxième trimestre de l'exercice 2017.

L'augmentation par rapport au trimestre précédent s'explique en grande partie par la hausse des produits des activités ordinaires, comme il est expliqué plus haut, et par une combinaison de produits plus favorable. Elle est également attribuable à la diminution des frais de vente, généraux et d'administration, les résultats du trimestre précédent tenant compte de charges élevées liées au soutien du lancement de Juno.

Le repli par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2017 est essentiellement attribuable à la hausse des frais de vente, généraux et d'administration.

Le résultat opérationnel sectoriel du premier semestre de l'exercice s'est établi à 0,6 million \$ (1,1 % des produits des activités ordinaires), en baisse de 1,9 million \$, soit 76 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, essentiellement en raison de la hausse des frais de vente, généraux et d'administration.

Capital utilisé en baisse de 7,0 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La baisse par rapport au trimestre précédent est essentiellement attribuable à la diminution des immobilisations incorporelles du fait des variations du change.

8. MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE ET LIQUIDITÉS CONSOLIDÉS

Nous gérons nos liquidités et surveillons régulièrement les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur leur évolution, notamment :

- Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles, notamment le moment auquel les paiements d'étape sur contrats sont versés, et la gestion du fonds de roulement;
- Les besoins au titre des dépenses d'investissement en immobilisations;
- Les remboursements prévus au titre de la dette à long terme, notre capacité d'emprunt et les conditions futures du marché du crédit.

8.1 Mouvements de trésorerie consolidés

<i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les			Semestres clos les	
	30 septembre 2017	2016	30 juin 2017	30 septembre 2017	2016
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles poursuivies*	107,2 \$	87,1 \$	91,0 \$	198,2 \$	193,9 \$
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(10,1)	(30,6)	(110,2)	(120,3)	(83,2)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies	97,1 \$	56,5 \$	(19,2) \$	77,9 \$	110,7 \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ⁸	(13,8)	(9,9)	(14,9)	(28,7)	(24,4)
Autres actifs	(3,4)	1,1	(5,0)	(8,4)	(0,5)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	10,8	1,2	5,1	15,9	2,3
Paiements nets versés aux participations mises en équivalence	(4,0)	(2,7)	-	(4,0)	(8,8)
Dividendes reçus des participations mises en équivalence	-	1,4	17,1	17,1	2,8
Dividendes versés	(23,2)	(20,3)	(21,0)	(44,2)	(39,3)
Flux de trésorerie disponibles des activités poursuivies ⁸	63,5 \$	27,3 \$	(37,9) \$	25,6 \$	42,8 \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance ⁸	(10,6)	(48,9)	(34,2)	(44,8)	(89,1)
Frais de développement inscrits à l'actif	(6,0)	(6,5)	(6,1)	(12,1)	(14,9)
Actions ordinaires rachetées	(19,9)	(14,3)	(2,7)	(22,6)	(32,8)
Autres mouvements de trésorerie, montant net	0,5	3,4	9,0	9,5	10,5
Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis	(24,7)	-	-	(24,7)	(10,9)
Produit net de la cession d'une participation	114,0	-	-	114,0	-
Incidence des variations du change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(5,8)	5,1	1,4	(4,4)	(1,4)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie avant produit et remboursement de la dette à long terme	111,0 \$	(33,9) \$	(70,5) \$	40,5 \$	(95,8) \$

* avant variations du fonds de roulement hors trésorerie

Flux de trésorerie disponibles des activités poursuivies de 63,5 millions \$ pour le trimestre

L'augmentation par rapport au trimestre précédent s'explique d'abord et avant tout par l'investissement moindre dans le fonds de roulement hors trésorerie et par la hausse des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation poursuivies, facteurs contrebalancés en partie par le fléchissement des dividendes reçus des participations mises en équivalence.

L'augmentation par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2017 est essentiellement attribuable à l'investissement moindre dans le fonds de roulement hors trésorerie et à l'augmentation des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation poursuivies.

Les flux de trésorerie disponibles se sont établis à 25,6 millions \$ au premier semestre, en baisse de 17,2 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le recul est en grande partie attribuable à l'investissement accru dans le fonds de roulement hors trésorerie, neutralisé en partie par la hausse des dividendes reçus des participations mises en équivalence.

Dépenses d'investissement en immobilisations de 24,4 millions \$ pour le trimestre

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 10,6 millions \$ pour le trimestre et à 44,8 millions \$ pour le premier semestre de l'exercice, alors que les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ont totalisé 13,8 millions \$ pour le trimestre et 28,7 millions \$ pour le premier semestre de l'exercice.

⁸ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

Regroupements d'entreprises de 24,7 millions \$ pour le trimestre

Les variations de la trésorerie découlant des regroupements d'entreprises sont attribuables à l'acquisition d'un portefeuille d'actifs de formation auprès d'une entreprise de location de simulateurs de vol.

Produit net sur cession d'une participation de 114,0 millions \$

Le produit net tiré de la cession d'une participation est attribuable à la vente de notre participation dans la coentreprise ZFTC.

9. SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE**9.1 Capital utilisé consolidé**

<i>(montants en millions)</i>	30 septembre 2017	30 juin 2017	31 mars 2017
Utilisation du capital :			
Actifs courants	1 910,2 \$	1 867,7 \$	1 919,7 \$
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(541,0)	(431,9)	(504,7)
Passifs courants	(1 133,5)	(1 185,3)	(1 273,9)
Déduire : partie courante de la dette à long terme	47,0	50,0	51,9
Fonds de roulement hors trésorerie ⁹	282,7 \$	300,5 \$	193,0 \$
Immobilisations corporelles	1 581,4	1 599,9	1 582,6
Autres actifs non courants	1 701,0	1 835,4	1 852,5
Autres passifs non courants	(783,6)	(806,2)	(796,4)
Total du capital utilisé	2 781,5 \$	2 929,6 \$	2 831,7 \$
Provenance du capital :			
Partie courante de la dette à long terme	47,0 \$	50,0 \$	51,9 \$
Dette à long terme	1 163,8	1 186,2	1 203,5
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(541,0)	(431,9)	(504,7)
Dette nette ⁹	669,8 \$	804,3 \$	750,7 \$
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	2 050,3	2 064,6	2 020,8
Participations ne donnant pas le contrôle	61,4	60,7	60,2
Provenance du capital	2 781,5 \$	2 929,6 \$	2 831,7 \$

Capital utilisé en baisse de 148,1 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La baisse est essentiellement attribuable à la diminution des autres actifs non courants, des immobilisations corporelles et du fonds de roulement hors trésorerie, annulée en partie par la baisse des autres passifs non courants.

Notre rendement du capital investi⁹ (RCU) a été de 11,2 % pour le trimestre, comparativement à 10,7 % pour le trimestre précédent.

Fonds de roulement hors trésorerie en baisse de 17,8 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La baisse s'explique en grande partie par l'augmentation des produits différés, par la diminution des actifs au titre des contrats en cours et par le repli des stocks, facteurs contrebalancés en partie par la diminution des passifs au titre des contrats en cours de même que des dettes fournisseurs et des charges à payer.

Immobilisations corporelles en baisse de 18,5 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La diminution s'explique d'abord et avant tout par la dotation aux amortissements et par les variations du change, facteurs atténués en partie par l'acquisition d'un portefeuille d'actifs de formation auprès d'une entreprise de location de simulateurs de vol et par les dépenses d'investissement en immobilisations.

Autres actifs non courants en baisse de 134,4 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La baisse s'explique en grande partie par la diminution de l'investissement dans les participations mises en équivalence, essentiellement attribuable à la vente de notre participation dans la coentreprise ZFTC et à la baisse des immobilisations incorporelles, en grande partie du fait des variations du change.

⁹ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

Variation de la dette nette

<i>(montants en millions, sauf le ratio de la dette nette sur les capitaux propres)</i>	Trimestre clos le 30 septembre 2017	Semestre clos le 30 septembre 2017
Dette nette en début de période	804,3 \$	750,7 \$
Effet des mouvements de trésorerie sur la dette nette (voir tableau à la section sur les mouvements de trésorerie consolidés)	(111,0)	(40,5)
Incidence des variations du change sur la dette à long terme	(29,1)	(46,8)
Incidence des regroupements d'entreprises	5,7	5,7
Autre	(0,1)	0,7
Diminution de la dette nette pour la période	(134,5) \$	(80,9) \$
Dette nette en fin de période	669,8 \$	669,8 \$
Ratio de la dette nette sur les capitaux propres ¹⁰	24,1 %	

Nous disposons de marges de crédit à taux variable consenties par des consortiums de prêteurs. Ces facilités de crédit nous permettent, ainsi qu'à certaines de nos filiales, d'emprunter directement de l'argent pour les besoins opérationnels et les besoins généraux, et d'émettre des lettres de crédit et des garanties bancaires.

Nous avons également un accord en vertu duquel nous vendons certaines de nos créances clients (programme d'actifs financiers courants) pour une contrepartie d'au plus 150,0 millions \$ US.

Au cours du trimestre, dans le cadre de notre acquisition d'un portefeuille d'actifs de formation auprès d'une entreprise de location de simulateurs de vol, nous avons acquis un emprunt à terme afin de financer un simulateur. L'obligation connexe s'établissait à 5,7 millions \$ au 30 septembre 2017.

Nous avons conclu des conventions d'emprunt qui exigent le maintien de certaines clauses restrictives de nature financière. Au 30 septembre 2017, nous respectons toutes nos clauses restrictives de nature financière.

Nous estimons que notre trésorerie et nos équivalents de trésorerie, notre accès à des facilités de crédit et nos flux de trésorerie disponibles attendus procurent une souplesse suffisante à nos activités et au rachat d'actions ordinaires, et nous permettent de verser des dividendes et de remplir toutes nos autres obligations financières prévues à court terme.

Total des capitaux propres en baisse de 13,6 millions \$ pour le trimestre

La baisse des capitaux propres s'explique en grande partie par l'incidence défavorable des variations du change de 32,7 millions \$, par une quote-part défavorable du résultat global des participations mises en équivalence de 29,8 millions \$ et par des dividendes de 23,2 millions \$, neutralisés en partie par un résultat net de 67,0 millions \$.

Informations sur les actions en circulation

Nos statuts constitutifs autorisent l'émission d'un nombre illimité d'actions ordinaires et l'émission en séries d'un nombre illimité d'actions privilégiées. Au 30 septembre 2017, nous avons au total 268 292 551 actions ordinaires émises et en circulation, pour un capital-actions de 627,9 millions \$. Nous avons également 6 518 275 options en cours aux termes du régime d'options sur actions (ROA).

Au 31 octobre 2017, nous avons un total de 268 154 150 actions ordinaires émises et en circulation, et 6 501 875 options étaient en cours aux termes du ROA.

Rachat et annulation d'actions

Le 14 février 2017, nous avons annoncé le renouvellement de l'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités visant le rachat d'au plus 5 366 756 de nos actions ordinaires, soit 2 % de nos 268 337 816 actions ordinaires émises et en circulation au 9 février 2017. L'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités est entrée en vigueur le 23 février 2017 et prendra fin le 22 février 2018 ou lorsque la Société aura achevé ses achats ou choisira de mettre fin à l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, selon la première éventualité. Les actions seront achetées sur le marché ouvert par l'entremise des facilités de la TSX ou d'autres systèmes, au cours du marché en vigueur au moment de la transaction plus les frais de courtage, conformément aux politiques applicables de la TSX. Toutes les actions ordinaires achetées aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités seront annulées.

Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2017, nous avons racheté et annulé un total de 954 100 actions ordinaires (829 100 en 2016) aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, au prix moyen pondéré de 20,84 \$ l'action ordinaire, pour une contrepartie totale de 19,9 millions \$ (14,3 millions \$ en 2016). L'excédent de la valeur de rachat des actions par rapport à leur valeur comptable, soit 17,7 millions \$ (12,4 millions \$ en 2016), a été porté aux résultats non distribués sous forme de primes de rachat.

¹⁰ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

10. REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Acquisition d'un portefeuille d'actifs de formation

Durant le deuxième trimestre de l'exercice 2018, nous avons acquis un portefeuille d'actifs de formation en Amérique du Nord et en Europe auprès d'une entreprise de location de simulateurs de vol pour une contrepartie en trésorerie de 24,7 millions \$. Avec cette transaction, nous avons obtenu des simulateurs de vol en opération ainsi que divers contrats avec des clients.

L'évaluation préliminaire de la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs repris est de 24,7 millions \$ d'immobilisations corporelles, 5,7 millions \$ de goodwill et 5,7 millions \$ de passifs non courants. Le goodwill découlant de l'acquisition est attribuable à l'élargissement de notre réseau de simulateurs de vol commerciaux en service chez des clients de CAE, à la consolidation de la capacité du marché et aux synergies attendues suite à l'acquisition.

Les actifs nets acquis, y compris le goodwill, sont inclus dans le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile.

Asian Aviation Centre of Excellence Sdn. Bhd.

Durant le deuxième trimestre de l'exercice 2018, nous avons signé une entente de vente et d'achat avec AirAsia en vertu de laquelle nous acquerrons la participation restante de 50 % de cette dernière dans l'Asian Aviation Centre of Excellence Sdn. Bhd. (AACE) pour une contrepartie en trésorerie de 90 millions \$ US et une contrepartie conditionnelle en trésorerie payable à long terme pouvant atteindre 10 millions \$ US.

En conséquence, notre participation dans l'AACE serait portée de 50 % à 100 % et nous obtiendrions le contrôle de trois centres de formation de l'AACE situés en Malaisie, à Singapour et au Vietnam, ainsi que sa participation de 50 % dans le Philippine Academy of Aviation Training, un centre de formation en coentreprise entre l'AACE et Cebu Pacific, situé aux Philippines.

La clôture de la transaction est assujettie aux conditions de clôture usuelles.

À la date de publication du présent rapport, les conditions de clôture n'avaient pas été satisfaites. La clôture de la transaction est prévue pour le troisième trimestre de l'exercice 2018.

11. MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES

Nouvelles normes et modifications adoptées

Les modifications aux IFRS qui s'appliquent pour l'exercice 2018 n'ont aucune incidence importante sur nos états financiers consolidés de l'exercice 2018.

Nouvelles normes et modifications non encore adoptées

IFRS 9, *Instruments financiers*

En juillet 2014, l'IASB a publié la version finale d'IFRS 9, *Instruments financiers*, en remplacement d'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*.

En lieu et place des multiples règles d'IAS 39, IFRS 9 introduit une nouvelle approche de classement des actifs financiers en fonction de la gestion que fait une entité des actifs financiers et des caractéristiques de leurs flux de trésorerie contractuels. Les exigences de classement et d'évaluation des passifs financiers d'IAS 39 sont pour l'essentiel reprises dans IFRS 9. L'analyse préliminaire de la Société n'a relevé aucune différence importante ayant trait au classement et à l'évaluation des instruments financiers.

IFRS 9 introduit également un nouveau modèle de comptabilité de couverture qui s'aligne mieux avec les activités de gestion des risques et un nouveau modèle de dépréciation des actifs financiers fondé sur les pertes de crédit attendues, lequel remplace le modèle fondé sur les pertes subies d'IAS 39.

Pour CAE, IFRS 9 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2018. Nous poursuivons l'évaluation de l'incidence de cette nouvelle norme sur nos états financiers consolidés.

IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients

En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. Cette nouvelle norme pose comme principe fondamental que l'entité doit comptabiliser les produits des activités ordinaires de manière à montrer que les obligations de prestation ont été remplies, et à quel montant de contrepartie nous nous attendons à avoir droit en échange de ces biens ou services. La nouvelle norme renforce également les informations à fournir sur les produits des activités ordinaires. IFRS 15 remplace IAS 11, *Contrats de construction*, et IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, ainsi que les interprétations connexes.

Pour CAE, IFRS 15 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2018. Nous avons choisi d'appliquer IFRS 15 sur une base rétrospective, et nous retraiterons donc les résultats comparatifs au moyen d'un ajustement d'ouverture des capitaux propres au 1^{er} avril 2017.

Nous avons réalisé une évaluation préliminaire de l'incidence qu'aura l'application d'IFRS 15 sur nos états financiers consolidés intermédiaires et annuels. Aux termes de cette analyse, nous avons conclu que les produits des activités ordinaires tirés de la vente de certains dispositifs de formation du secteur Solutions de formation pour l'aviation civile qui sont actuellement considérés comme des contrats de construction et comptabilisés selon la méthode à l'avancement des travaux ne satisferont plus aux exigences de comptabilisation graduelle des produits des activités ordinaires. En conséquence, la comptabilisation des produits des activités ordinaires sera différée jusqu'à la date à laquelle le contrôle est transféré au client au lieu d'une comptabilisation sur la période de construction. Nous évaluons actuellement l'incidence de ces modifications sur nos états financiers consolidés.

À mesure que nous poursuivons notre évaluation, nous continuons d'évaluer l'incidence de la nouvelle norme sur nos états financiers consolidés.

IFRS 16, Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16, *Contrats de location*. La nouvelle norme élimine le classement des contrats de location comme des contrats de location simple ou de location-financement et introduit un modèle de comptabilisation unique pour le preneur, aux termes duquel un passif locatif et un droit d'utilisation sont comptabilisés pour tous les contrats de location. En outre, IFRS 16 reprend l'essentiel des exigences comptables s'appliquant au bailleur, qui continue de classer ses contrats de location comme des contrats de location simple ou de location-financement. IFRS 16 remplace IAS 17, *Contrats de location*, ainsi que les interprétations connexes.

Pour CAE, IFRS 16 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2019, son adoption anticipée étant toutefois autorisée si nous appliquons également IFRS 15. Nous évaluons présentement l'incidence de cette nouvelle norme sur nos états financiers consolidés. Dans le cas où nous sommes preneurs, CAE prévoit que l'adoption d'IFRS 16 donnera lieu à la comptabilisation, à l'état consolidé de la situation financière, des actifs et passifs liés à certains accords de location visant des dispositifs de formation et des bâtiments que CAE classe, aux termes des IFRS en vigueur, comme des obligations contractuelles sous forme de contrats de location simple aux termes des IFRS en vigueur. Nous prévoyons également que le changement touchant la comptabilisation, l'évaluation et la présentation des charges locatives donnera lieu à une diminution de la charge locative et à une augmentation des charges financières et de la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles.

12. CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Au cours du deuxième trimestre clos le 30 septembre 2017, la Société n'a pas apporté de modifications importantes à ses contrôles internes ou à d'autres facteurs susceptibles d'avoir une incidence importante sur les contrôles internes, ni pris de mesures correctives importantes à leur égard. Le chef de la direction et la chef de la direction financière de la Société évaluent périodiquement l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société chaque trimestre. À la clôture du deuxième trimestre, le chef de la direction et la chef de la direction financière de la Société ont confirmé que les contrôles et procédures de communication de l'information de la Société étaient efficaces.

13. PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

(montants en millions, sauf les montants par action et les taux de change)

	T1	T2	T3	T4	Total
Exercice 2018					
Produits des activités ordinaires	698,9	646,0	1)	1)	1 344,9 \$
Résultat net	65,4	67,0	1)	1)	132,4 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	63,8	65,2	1)	1)	129,0 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	1,6	1,8	1)	1)	3,4 \$
Résultat par action de base et dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,24	0,24	1)	1)	0,48 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	268,6	268,7	1)	1)	268,6
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	269,8	269,9	1)	1)	269,8
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	1,35	1,26	1)	1)	1,30
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,48	1,47	1)	1)	1,48
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,72	1,64	1)	1)	1,68
Exercice 2017					
Produits des activités ordinaires	651,6	635,5	682,7	734,7	2 704,5 \$
Résultat net	69,3	48,9	69,3	69,1	256,6 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
Activités poursuivies	68,7	48,3	67,6	67,4	252,0 \$
Activités abandonnées	(0,1)	0,1	0,2	(0,7)	(0,5) \$
Participations ne donnant pas le contrôle	0,7	0,5	1,5	2,4	5,1 \$
Résultat par action de base attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,25	0,18	0,25	0,25	0,94 \$
Activités poursuivies	0,25	0,18	0,25	0,25	0,94 \$
Activités abandonnées	-	-	-	-	- \$
Résultat par action dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,25	0,18	0,25	0,25	0,93 \$
Activités poursuivies	0,25	0,18	0,25	0,25	0,93 \$
Activités abandonnées	-	-	-	-	- \$
Résultat par action avant les éléments particuliers	0,26	0,21	0,26	0,31	1,03 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	269,3	268,7	268,5	268,3	268,7
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	269,6	269,6	269,7	269,6	269,6
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	1,29	1,30	1,33	1,32	1,31
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,46	1,46	1,44	1,41	1,44
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,85	1,71	1,66	1,64	1,71
Exercice 2016					
Produits des activités ordinaires	557,0	616,8	616,3	722,5	2 512,6 \$
Résultat net	44,5	69,2	56,9	59,7	230,3 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
Activités poursuivies	44,9	75,3	57,9	61,2	239,3 \$
Activités abandonnées	(0,5)	(6,5)	(0,2)	(2,4)	(9,6) \$
Participations ne donnant pas le contrôle	0,1	0,4	(0,8)	0,9	0,6 \$
Résultat par action de base et dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,17	0,26	0,21	0,22	0,85 \$
Activités poursuivies	0,17	0,28	0,21	0,23	0,89 \$
Activités abandonnées	-	(0,02)	-	(0,01)	(0,04) \$
Résultat par action avant les éléments particuliers	0,19	0,18	0,22	0,27	0,86 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	267,4	268,6	269,3	269,9	268,8
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	267,8	268,9	269,7	270,2	269,2
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	1,23	1,31	1,33	1,38	1,31
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,36	1,46	1,46	1,52	1,45
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,88	2,03	2,02	1,97	1,98

1) Non disponible

État consolidé de la situation financière

<i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	Notes	30 septembre 2017	31 mars 2017
Actif			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		541,0 \$	504,7 \$
Créances clients et autres débiteurs	4	516,4	548,4
Contrats en cours : actifs		341,3	337,5
Stocks		386,8	416,3
Acomptes		61,2	63,8
Impôt sur le résultat à recouvrer		32,7	25,6
Actifs financiers dérivés	12	30,8	23,4
Total de l'actif courant		1 910,2 \$	1 919,7 \$
Immobilisations corporelles		1 581,4	1 582,6
Immobilisations incorporelles		915,9	944,0
Participations mises en équivalence	9	262,0	378,4
Actifs d'impôt différé		41,8	42,8
Actifs financiers dérivés	12	16,9	16,0
Autres actifs		464,4	471,3
Total de l'actif		5 192,6 \$	5 354,8 \$
Passif et capitaux propres			
Dettes fournisseurs et charges à payer		561,7 \$	695,2 \$
Provisions		35,3	43,2
Impôt sur le résultat à payer		10,8	9,6
Produits différés		320,5	266,6
Contrats en cours : passifs		148,4	191,9
Partie courante de la dette à long terme		47,0	51,9
Passifs financiers dérivés	12	9,8	15,5
Total du passif courant		1 133,5 \$	1 273,9 \$
Provisions		37,1	39,1
Dette à long terme		1 163,8	1 203,5
Obligations relatives aux redevances		134,6	138,5
Obligations au titre des avantages du personnel		162,7	157,7
Profits différés et autres passifs non courants		212,3	217,8
Passifs d'impôt différé		233,7	238,6
Passifs financiers dérivés	12	3,2	4,7
Total du passif		3 080,9 \$	3 273,8 \$
Capitaux propres			
Capital-actions		627,9 \$	615,4 \$
Surplus d'apport		21,0	19,4
Cumul des autres éléments du résultat global		145,7	193,7
Résultats non distribués		1 255,7	1 192,3
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		2 050,3 \$	2 020,8 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		61,4	60,2
Total des capitaux propres		2 111,7 \$	2 081,0 \$
Total du passif et des capitaux propres		5 192,6 \$	5 354,8 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé du résultat net

<i>(montants en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)</i>	Notes	Trimestres clos les		Semestres clos les	
		30 septembre		30 septembre	
		2017	2016	2017	2016
Activités poursuivies					
Produits des activités ordinaires	13	646,0 \$	635,5 \$	1 344,9 \$	1 287,1 \$
Coût des ventes		458,0	448,6	944,2	910,2
Marge brute		188,0 \$	186,9 \$	400,7 \$	376,9 \$
Frais de recherche et de développement		30,0	25,9	62,3	50,9
Frais de vente, généraux et d'administration		75,1	84,3	169,9	164,9
Autres (profits) pertes – montant net	9	(18,3)	3,7	(18,0)	6,4
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	13	(8,1)	(12,8)	(20,6)	(23,2)
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	10	-	9,6	-	12,7
Résultat opérationnel		109,3 \$	76,2 \$	207,1 \$	165,2 \$
Produits financiers	5	(3,3)	(2,8)	(6,5)	(5,1)
Charges financières	5	20,8	20,7	41,8	42,7
Charges financières – montant net		17,5 \$	17,9 \$	35,3 \$	37,6 \$
Résultat avant impôt sur le résultat		91,8 \$	58,3 \$	171,8 \$	127,6 \$
Charge d'impôt sur le résultat		24,8	9,5	39,4	9,4
Résultat des activités poursuivies		67,0 \$	48,8 \$	132,4 \$	118,2 \$
Activités abandonnées					
Résultat des activités abandonnées		-	0,1	-	-
Résultat net		67,0 \$	48,9 \$	132,4 \$	118,2 \$
Attribuable aux :					
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		65,2 \$	48,4 \$	129,0 \$	117,0 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		1,8	0,5	3,4	1,2
		67,0 \$	48,9 \$	132,4 \$	118,2 \$
Résultat par action des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
De base et dilué	7	0,24 \$	0,18 \$	0,48 \$	0,43 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé du résultat global

<i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	2017	2016	2017	2016
Résultat net	67,0 \$	48,9 \$	132,4 \$	118,2 \$
Éléments pouvant être reclassés en résultat net				
Différences de conversion				
Différence de conversion nette liée aux états financiers des établissements à l'étranger	(53,9) \$	25,0 \$	(60,2) \$	(7,8) \$
Montant net des gains (pertes) sur certaines dettes à long terme libellées en monnaies étrangères et désignées à titre de couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	19,2	(4,2)	31,4	(5,5)
Reclassement au résultat net	(0,5)	(0,2)	(1,2)	(1,3)
Impôt sur le résultat	2,5	(0,1)	3,8	2,5
	(32,7) \$	20,5 \$	(26,2) \$	(12,1) \$
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie				
Partie efficace des variations de la juste valeur des dérivés désignés à titre de couvertures de flux de trésorerie	16,1 \$	(4,4) \$	23,7 \$	1,8 \$
Reclassement au résultat net	(12,9)	5,8	(12,0)	8,3
Impôt sur le résultat	(0,9)	(0,4)	(3,2)	(2,7)
	2,3 \$	1,0 \$	8,5 \$	7,4 \$
Variation nette des instruments financiers disponibles à la vente				
Variation nette de la juste valeur de l'actif financier disponible à la vente	- \$	- \$	- \$	(0,1) \$
	- \$	- \$	- \$	(0,1) \$
Quote-part des autres éléments du résultat global liés aux participations mises en équivalence				
Quote-part des autres éléments du résultat global liés aux participations mises en équivalence	(11,0) \$	3,7 \$	(13,7) \$	(1,7) \$
Reclassement au résultat net	(18,8)	-	(18,8)	-
	(29,8) \$	3,7 \$	(32,5) \$	(1,7) \$
Éléments ne pouvant jamais être reclassés en résultat net				
Réévaluations des régimes à prestations définies				
Réévaluations des régimes à prestations définies	27,5 \$	(2,1) \$	0,3 \$	(62,5) \$
Impôt sur le résultat	(7,3)	0,6	(0,1)	16,8
	20,2 \$	(1,5) \$	0,2 \$	(45,7) \$
Autres éléments du résultat global	(40,0) \$	23,7 \$	(50,0) \$	(52,2) \$
Total du résultat global	27,0 \$	72,6 \$	82,4 \$	66,0 \$
Attribuable aux :				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	26,3 \$	71,9 \$	81,2 \$	65,2 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	0,7	0,7	1,2	0,8
	27,0 \$	72,6 \$	82,4 \$	66,0 \$
Total du résultat global attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société :				
Activités poursuivies	26,3 \$	71,8 \$	81,2 \$	65,2 \$
Activités abandonnées	-	0,1	-	-
	26,3 \$	71,9 \$	81,2 \$	65,2 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé des variations des capitaux propres

	Atribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société									
	Actions ordinaires					Cumul des autres éléments du résultat global				
	Notes	Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport	Résultats non distribués	Participations ne donnant pas le contrôle	Total	Résultats non distribués	Surplus d'apport	Total
Semestre clos le 30 septembre 2017 (montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)										
Solides à l'ouverture de la période		268 397 224	615,4	19,4	193,7	192,3	2 020,8	60,2	2 081,0	132,4
Résultat net		-	-	-	-	129,0	129,0	3,4	2 210,0	132,4
Autres éléments du résultat global :										
Différences de conversion		-	-	-	(24,0)	-	(24,0)	(2,2)	(26,2)	8,5
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie		-	-	-	8,5	-	8,5	-	(32,5)	0,2
Quote-part des autres éléments du résultat global liés aux participations mises en équivalence		-	-	-	(32,5)	-	(32,5)	-	(1,5)	-
Réévaluations des régimes à prestations définies		-	-	-	-	0,2	0,2	-	(44,2)	(44,2)
Total du résultat global		-	-	-	(48,0)	129,2	81,2	1,2	2 255,7	2 111,7
Options sur actions exercées		902 400	11,4	-	-	-	11,4	-	-	-
Achat facultatif au comptant		1 082	-	-	-	-	-	-	-	-
Actions ordinaires rachetées et annulées	7	(1 077 400)	(2,5)	-	-	(20,1)	(22,6)	-	(2,6)	(22,6)
Transfert sur exercice d'options sur actions		-	2,1	(2,1)	-	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions		-	-	3,7	-	-	3,7	-	3,7	3,7
Dividendes en actions	7	69 245	1,5	-	-	(1,5)	-	-	-	-
Dividendes en trésorerie	7	-	-	-	-	(44,2)	(44,2)	-	(44,2)	(44,2)
Solides à la clôture de la période		268 292 551	627,9	21,0	145,7	1 255,7	2 050,3	61,4	2 111,7	2 111,7
Semestre clos le 30 septembre 2016 (montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)										
Solides à l'ouverture de la période		269 634 816	601,7	18,3	220,7	1 048,0	1 888,7	51,6	1 940,3	118,2
Résultat net		-	-	-	-	117,0	117,0	1,2	2 057,3	118,2
Autres éléments du résultat global :										
Différences de conversion		-	-	-	(11,7)	-	(11,7)	(0,4)	(12,1)	7,4
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie		-	-	-	7,4	-	7,4	-	(0,1)	(0,1)
Variation nette des instruments financiers disponibles à la vente		-	-	-	(0,1)	-	(0,1)	-	(1,7)	(1,7)
Quote-part des autres éléments du résultat global liés aux participations mises en équivalence		-	-	-	(1,7)	-	(1,7)	-	(45,7)	(45,7)
Réévaluations des régimes à prestations définies		-	-	-	-	(45,7)	(45,7)	-	65,2	10,5
Total du résultat global		-	-	-	(6,1)	71,3	65,2	0,8	2 122,2	10,5
Options sur actions exercées		860 460	10,5	-	-	-	10,5	-	-	-
Achat facultatif au comptant		1 637	-	-	-	-	-	-	-	-
Actions ordinaires rachetées et annulées	7	(2 024 400)	(4,6)	-	-	(28,2)	(32,8)	-	(2,9)	(32,8)
Transfert sur exercice d'options sur actions		-	2,2	(2,2)	-	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions		-	-	2,9	-	-	2,9	-	2,9	2,9
Accroissement des participations ne donnant pas le contrôle		-	-	-	-	(2,4)	-	3,9	3,9	3,9
Dividendes en actions	7	138 084	2,4	-	-	(39,3)	(39,3)	-	-	-
Dividendes en trésorerie	7	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Solides à la clôture de la période		268 610 597	612,2	19,0	214,6	1 049,4	1 895,2	56,3	1 951,5	1 951,5

Le solde des résultats non distribués et du cumul des autres éléments du résultat global au 30 septembre 2017 s'est élevé à 1 401,4 millions \$ (1 264,0 millions \$ en 2016).

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Tableau consolidé des flux de trésorerie

Semestres clos les 30 septembre

(montants en millions de dollars canadiens)

	Notes	2017	2016
Activités opérationnelles			
Résultat des activités poursuivies		132,4 \$	118,2 \$
Ajustements pour :			
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	13	59,8	62,3
Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles et d'autres actifs	13	42,7	42,9
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence		(20,6)	(23,2)
Impôt sur le résultat différé		6,3	0,2
Crédits d'impôt à l'investissement		(5,5)	(9,7)
Rémunération fondée sur des actions		2,0	3,3
Régimes de retraite à prestations définies		4,7	6,7
Dotation aux amortissements des autres passifs non courants		(20,0)	(36,3)
Actifs et passifs financiers dérivés – montant net		(0,1)	13,2
Profit sur la cession de participation dans un investissement	9	(14,3)	-
Autres		10,8	16,3
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	11	(120,3)	(83,2)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles		77,9 \$	110,7 \$
Activités d'investissement			
Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis	3	(24,7) \$	(10,9) \$
Produit net de la cession de participation dans un investissement	9	114,0	-
Dépenses d'investissement en immobilisations corporelles		(73,5)	(113,5)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles		15,9	2,3
Frais de développement inscrits à l'actif		(12,1)	(14,9)
Système de gestion intégré (ERP) et autres logiciels		(8,4)	(5,0)
Paiements nets versés aux participations mises en équivalence		(4,0)	(8,8)
Dividendes reçus des participations mises en équivalence		17,1	2,8
Autres		-	4,5
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement		24,3 \$	(143,5) \$
Activités de financement			
Produit tiré des prélèvements aux termes des facilités de crédit non garanties renouvelables		96,0 \$	343,5 \$
Remboursement sur l'encours des facilités de crédit non garanties renouvelables		(96,0)	(308,5)
Produit tiré de la dette à long terme		17,9	14,8
Remboursement sur la dette à long terme		(15,1)	(87,0)
Remboursement sur des contrats de location-financement		(7,0)	(9,3)
Dividendes versés		(44,2)	(39,3)
Émission d'actions ordinaires		11,4	10,5
Rachat d'actions ordinaires	7	(22,6)	(32,8)
Autres		(1,9)	-
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement		(61,5) \$	(108,1) \$
Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie			
		(4,4) \$	(1,4) \$
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		36,3 \$	(142,3) \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période		504,7	485,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période		541,0 \$	343,3 \$
Information supplémentaire :			
Dividendes reçus		17,1 \$	2,8 \$
Intérêts payés		32,5	34,8
Intérêts reçus		5,8	4,2
Impôt sur le résultat payé		22,2	16,8

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Notes annexes

(Sauf indication contraire, tous les montants des tableaux sont en millions de dollars canadiens)

La publication des états financiers consolidés intermédiaires a été autorisée par le conseil d'administration le 10 novembre 2017.

NOTE 1 – NATURE DES ACTIVITÉS ET PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Nature des activités

CAE inc. et ses filiales (la Société) conçoivent, fabriquent et fournissent des dispositifs de simulation, fournissent de la formation et mettent au point des solutions de formation intégrées pour les marchés de la défense et de la sécurité, l'aviation commerciale, les exploitants d'avions d'affaires, les exploitants d'hélicoptères, les aviateurs et les fournisseurs de formation et de services en soins de santé. Les simulateurs de vol de CAE reproduisent le fonctionnement de l'avion dans des conditions normales et anormales, ainsi qu'un ensemble de conditions environnementales, grâce à des systèmes visuels couplés à une base de données qui permettent de reproduire un grand nombre d'aéroports et d'autres aires d'atterrissage ainsi que les diverses conditions de vol, les environnements spécifiques à une mission, les mouvements et les sons. La Société offre une gamme complète de dispositifs de formation au vol utilisant les mêmes logiciels que ceux présents dans ses simulateurs. La Société exploite également un réseau de centres de formation à l'échelle mondiale.

La Société gère ses activités en trois secteurs :

- (i) Solutions de formation pour l'aviation civile – Fournit une gamme complète de solutions de formation à l'équipage de conduite, au personnel de cabine, de maintenance et au sol pour l'aviation commerciale, l'aviation d'affaires et sur hélicoptères, une gamme de dispositifs de formation fondée sur la simulation, ainsi que des services de formation initiale des pilotes et de placement de membres d'équipage;
- (ii) Défense et sécurité – Est un intégrateur de systèmes de formation pour les forces de défense dans les domaines aériens, terrestres et navals, et pour les organismes gouvernementaux responsables de la sécurité publique;
- (iii) Santé – Conçoit et fabrique des simulateurs ainsi que des solutions audiovisuelles et de gestion de centres de simulation, élabore des didacticiels et offre des services pour la formation des étudiants en soins médicaux, infirmiers et paramédicaux ainsi qu'aux médecins dans le monde entier.

CAE est une société par actions à responsabilité limitée constituée et établie au Canada. L'adresse de son siège social est le 8585, ch. de la Côte-de-Liesse, Saint-Laurent (Québec), Canada, H4T 1G6. Les actions de CAE se négocient à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York.

Caractère saisonnier et cyclique des activités

Les secteurs d'activité de CAE subissent à des degrés divers les effets du caractère cyclique ou saisonnier du marché de l'aéronautique. C'est pourquoi les résultats obtenus au cours d'une période intermédiaire ne permettent pas nécessairement de présumer des résultats de l'exercice en entier.

Le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile vend ses produits directement aux compagnies aériennes, donc dans la mesure où le secteur de l'aviation commerciale subit des phases d'expansion et de repli, les résultats de la Société seront aussi affectés. Les activités du secteur subissent également le caractère saisonnier de l'industrie : en période de forte activité du transport aérien (comme les vacances), les pilotes de ligne et les pilotes d'avions d'affaires sont généralement trop occupés à voler pour pouvoir suivre des séances de formation. Inversement, les périodes de l'année où les gens voyagent moins sont principalement celles où les pilotes suivent leur formation. Donc, les services de formation de CAE sont historiquement moins sollicités au cours du deuxième trimestre de son exercice financier.

Les prises de commandes du secteur Défense et sécurité peuvent être influencées par la nature unique des contrats militaires et le caractère irrégulier de leur octroi.

Base d'établissement

Sauf pour les modifications de méthodes comptables décrites à la note 2, les principales méthodes comptables appliquées aux fins de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires sont conformes à celles décrites à la note 1 des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2017. Ces méthodes ont été appliquées uniformément à toutes les périodes présentées. Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus parallèlement aux plus récents états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2017.

Les états financiers consolidés intermédiaires ont été établis selon les normes figurant à la Partie I du Manuel de CPA Canada – Comptabilité, Normes internationales d'information financière (IFRS), telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB), et plus précisément IAS 34, Information financière intermédiaire, laquelle régit l'établissement des états financiers intermédiaires.

Les états financiers consolidés intermédiaires ont été établis selon la méthode du coût historique, à l'exception des éléments suivants, qui sont évalués à la juste valeur : contrepartie éventuelle, instruments financiers dérivés, instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net, actifs financiers disponibles à la vente et passifs au titre des accords de rémunération fondée sur des actions et réglée en trésorerie.

La monnaie fonctionnelle et de présentation de CAE inc. est le dollar canadien.

Recours au jugement, et utilisation d'estimations et d'hypothèses

La préparation d'états financiers consolidés intermédiaires exige que la direction pose des jugements, fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables et sur les montants présentés des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Dans le cadre de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires, les principaux jugements posés par la direction aux fins de l'application des méthodes comptables de la Société et les principales sources d'incertitude liées aux estimations ont été les mêmes que pour les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2017, à l'exception des modifications d'estimations nécessaires au calcul de la charge d'impôt sur le résultat. Les impôts sur le résultat des périodes intermédiaires sont comptabilisés par juridiction à l'aide du taux d'imposition effectif qui s'appliquerait au résultat annuel total prévu de la juridiction.

NOTE 2 – MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES

Nouvelles normes et modifications adoptées par la Société

Les modifications aux IFRS qui s'appliquent à l'exercice 2018 n'ont aucune incidence importante sur les résultats des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice 2018.

Nouvelles normes et modifications non encore adoptées par la Société

IFRS 9, Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a publié la version finale d'IFRS 9, Instruments financiers, en remplacement d'IAS 39, Instruments financiers : comptabilisation et évaluation.

En lieu et place des multiples règles d'IAS 39, IFRS 9 introduit une nouvelle approche de classement des actifs financiers en fonction de la gestion que fait une entité des actifs financiers et des caractéristiques de leurs flux de trésorerie contractuels. Les exigences de classement et d'évaluation des passifs financiers d'IAS 39 sont pour l'essentiel reprises dans IFRS 9. L'analyse préliminaire de la Société n'a relevé aucune différence importante ayant trait au classement et à l'évaluation des instruments financiers.

IFRS 9 introduit également un nouveau modèle de comptabilité de couverture qui s'aligne mieux avec les activités de gestion des risques ainsi qu'un nouveau modèle de dépréciation des actifs financiers fondé sur les pertes de crédit attendues, lequel remplace le modèle fondé sur les pertes subies d'IAS 39.

Pour la Société, IFRS 9 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2018. La Société poursuit l'évaluation de l'incidence de cette nouvelle norme sur ses états financiers consolidés.

IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients

En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients. Cette nouvelle norme pose comme principe fondamental que l'entité doit comptabiliser les produits des activités ordinaires de manière à montrer que les obligations de prestation sont remplies, et à quel montant de contrepartie l'entité s'attend à avoir droit en échange de ces biens ou services. La nouvelle norme renforce également les informations à fournir sur les produits des activités ordinaires. IFRS 15 remplace IAS 11, Contrats de construction, et IAS 18, Produits des activités ordinaires, ainsi que les interprétations connexes.

Pour la Société, IFRS 15 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2018. Comme elle a choisi d'appliquer IFRS 15 sur une base rétrospective, la Société retraitera donc les résultats comparatifs au moyen d'un ajustement d'ouverture des capitaux propres au 1er avril 2017.

La Société a réalisé une évaluation préliminaire de l'incidence qu'aura l'application d'IFRS 15 sur ses états financiers consolidés intermédiaires et annuels. Aux termes de cette analyse, elle a conclu que les produits des activités ordinaires tirés de la vente de certains dispositifs de formation du secteur Solutions de formation pour l'aviation civile qui sont actuellement considérés comme des contrats de construction et comptabilisés selon la méthode de l'avancement des travaux ne satisferont plus aux exigences de comptabilisation graduelle des produits des activités ordinaires. En conséquence, la comptabilisation des produits des activités ordinaires sera différée jusqu'à la date à laquelle le contrôle est transféré au client au lieu d'une comptabilisation sur la période de construction. La Société évalue actuellement l'incidence de ce changement attendu sur ses états financiers consolidés.

À mesure que la Société poursuit son évaluation, elle continue d'évaluer l'incidence de la nouvelle norme sur ses états financiers consolidés.

IFRS 16, Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16, Contrats de location. La nouvelle norme élimine le classement des contrats de location comme des contrats de location simple ou de location-financement et introduit un modèle de comptabilisation unique pour le preneur, aux termes duquel un passif locatif et un droit d'utilisation sont comptabilisés pour tous les contrats de location. En outre, IFRS 16 reprend l'essentiel des exigences comptables s'appliquant au bailleur, qui continue de classer ses contrats de location comme des contrats de location simple ou de location-financement. IFRS 16 remplace IAS 17, Contrats de location, ainsi que les interprétations connexes.

Pour la Société, IFRS 16 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2019; son adoption anticipée étant toutefois autorisée si la Société applique également IFRS 15. La Société évalue présentement l'incidence de cette nouvelle norme sur ses états financiers consolidés. Dans les cas où elle est le preneur, la Société prévoit que l'adoption d'IFRS 16 donnera lieu à la comptabilisation, à l'état consolidé de la situation financière, des actifs et passifs liés à certains accords de location visant des dispositifs de formation et des bâtiments que, aux termes des IFRS en vigueur, la Société classe comme des obligations contractuelles sous forme de contrats de location simple. La Société prévoit également que le changement touchant la comptabilisation, l'évaluation et la présentation des charges locatives donnera lieu à une diminution de la charge locative et à une augmentation des charges financières et de la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles.

NOTE 3 – REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES**Acquisition d'un portefeuille d'actifs de formation**

Durant le deuxième trimestre de l'exercice 2018, la Société a acquis un portefeuille d'actifs de formation en Amérique du Nord et en Europe auprès d'une entreprise de location de simulateurs de vol pour une contrepartie en trésorerie de 24,7 millions \$. Avec cette transaction, la Société a obtenu des simulateurs de vol en opération ainsi que divers contrats avec des clients.

L'évaluation préliminaire de la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs repris est de 24,7 millions \$ d'immobilisations corporelles, 5,7 millions \$ de goodwill et 5,7 millions \$ de passifs non courants. Le goodwill découlant de l'acquisition est attribuable à l'élargissement du réseau de simulateurs de vol commerciaux en service chez les clients de CAE, à la consolidation de la capacité du marché et aux synergies attendues suite à l'acquisition.

Les actifs nets acquis, y compris le goodwill, sont inclus dans le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile.

Asian Aviation Centre of Excellence Sdn. Bhd.

Durant le deuxième trimestre de l'exercice 2018, la Société a signé une entente de vente et d'achat avec AirAsia en vertu de laquelle elle acquerra la participation restante de 50 % de cette dernière dans l'Asian Aviation Centre of Excellence Sdn. Bhd. (AACE), pour une contrepartie en trésorerie de 90 millions \$ US et une contrepartie conditionnelle en trésorerie payable à long terme pouvant atteindre 10 millions \$ US.

En conséquence, la participation de la Société dans l'AACE serait portée de 50 % à 100 %, obtenant le contrôle de trois centres de formation de l'AACE situés en Malaisie, à Singapour et au Vietnam, ainsi que la participation de 50 % dans le Philippine Academy of Aviation Training, un centre de formation en coentreprise entre l'AACE et Cebu Pacific, situé aux Philippines.

La clôture de la transaction est assujettie aux conditions de clôture usuelles.

À la date de publication des présents états financiers consolidés intermédiaires, les conditions de clôture n'avaient pas été satisfaites. La clôture de la transaction est prévue pour le troisième trimestre de l'exercice 2018.

NOTE 4 – CRÉANCES CLIENTS ET AUTRES DÉBITEURS

Les créances clients et autres débiteurs sont présentés à l'état consolidé de la situation financière, déduction faite de la provision pour créances douteuses. Cette provision est constituée sur la base des meilleures estimations de la Société à l'égard du recouvrement final des soldes dont la perception est incertaine. Divers indices peuvent signaler une incertitude quant à la probabilité de perception des sommes dues, notamment la détérioration de la solvabilité d'un client ou un retard de paiement au-delà des modalités de règlement convenues par contrat. La direction revoit régulièrement les créances clients, assure le suivi des soldes en souffrance et évalue la pertinence de la provision pour créances douteuses.

Les créances clients et autres débiteurs se présentent comme suit :

	30 septembre	31 mars
	2017	2017
Créances clients courantes	156,1 \$	207,5 \$
Créances clients en souffrance		
1-30 jours	45,3	56,8
31-60 jours	19,9	14,5
61-90 jours	16,0	13,0
Plus de 90 jours	71,1	56,4
Provision pour créances douteuses	(13,4)	(14,5)
Total des créances clients	295,0 \$	333,7 \$
Créances clients non facturées	115,3	105,8
Montants à recevoir de parties liées (note 14)	39,6	54,0
Autres débiteurs	66,5	54,9
Total des créances clients et autres débiteurs	516,4 \$	548,4 \$

NOTE 5 – CHARGES FINANCIÈRES – MONTANT NET

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 septembre		30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Charges financières :				
Dette à long terme (sauf les contrats de location-financement)	13,1 \$	13,2 \$	26,3 \$	26,7 \$
Contrats de location-financement	2,3	2,4	4,8	5,2
Obligations relatives aux redevances	2,7	2,6	5,4	5,1
Obligations au titre des avantages du personnel	1,2	1,3	2,4	2,6
Dotation aux amortissements des frais de financement	0,4	0,4	0,7	0,7
Autres	1,8	1,5	3,9	3,9
Coûts d'emprunt inscrits à l'actif ¹⁾	(0,7)	(0,7)	(1,7)	(1,5)
Charges financières	20,8 \$	20,7 \$	41,8 \$	42,7 \$
Produits financiers :				
Produit d'intérêts sur les prêts et contrats de location-financement	(2,5) \$	(2,0) \$	(4,9) \$	(3,9) \$
Autres	(0,8)	(0,8)	(1,6)	(1,2)
Produits financiers	(3,3) \$	(2,8) \$	(6,5) \$	(5,1) \$
Charges financières – montant net	17,5 \$	17,9 \$	35,3 \$	37,6 \$

¹⁾ Le taux d'inscription à l'actif utilisé pour déterminer le montant des coûts d'emprunt admissibles à l'inscription à l'actif était de 4,33 % pour le trimestre clos le 30 septembre 2017 (4,33 % en 2016) et de 4,34 % pour le trimestre clos le 30 juin 2017 (4,55 % en 2016).

NOTE 6 – PARTICIPATION GOUVERNEMENTALE

La valeur des contributions nettes comptabilisées et les montants non encore perçus pour les projets Nouveaux marchés principaux, Innover et SimÉco 4.0 sont présentés dans le tableau suivant :

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Montant net à recevoir à l'ouverture de la période	6,4 \$	8,0 \$	6,3 \$	7,7 \$
Contributions	6,7	8,5	13,9	16,7
Paiements reçus	(6,5)	(8,0)	(13,6)	(15,9)
Montant net à recevoir à la clôture de la période	6,6 \$	8,5 \$	6,6 \$	8,5 \$

Le tableau suivant présente le montant global des contributions à l'égard de tous les programmes :

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Contributions créditées aux dépenses inscrites à l'actif :				
Projet Nouveaux marchés principaux	0,5 \$	0,3 \$	1,0 \$	0,5 \$
Projet Innover	0,4	1,2	1,0	2,5
Projet SimÉco 4.0	0,3	-	0,6	-
Contributions créditées aux résultats :				
Projet Nouveaux marchés principaux	0,4	0,5	1,2	1,2
Projet Innover	4,6	6,5	9,2	12,5
Projet SimÉco 4.0	0,5	-	0,9	-
Total des contributions :				
Projet Nouveaux marchés principaux	0,9 \$	0,8 \$	2,2 \$	1,7 \$
Projet Innover	5,0	7,7	10,2	15,0
Projet SimÉco 4.0	0,8	-	1,5	-

Ces contributions gouvernementales ne sont assorties d'aucune condition non remplie ni éventualité.

NOTE 7 – CAPITAL-ACTIONS, RÉSULTAT PAR ACTION ET DIVIDENDES**Capital-actions****Rachat et annulation d'actions ordinaires**

Le 14 février 2017, la Société a annoncé le renouvellement de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat d'au plus 5 366 756 actions ordinaires, soit 2 % de ses 268 337 816 actions ordinaires émises et en circulation au 9 février 2017. L'offre publique de rachat dans le cours normal des activités est entrée en vigueur le 23 février 2017 et prendra fin le 22 février 2018 ou lorsque la Société aura achevé ses achats ou choisira de mettre fin à l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, selon la première éventualité. Les actions seront achetées sur le marché ouvert par l'entremise des facilités de la TSX ou d'autres systèmes, au cours du marché en vigueur au moment de la transaction plus les frais de courtage, conformément aux politiques applicables de la TSX. Toutes les actions ordinaires achetées aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités seront annulées.

Pour le semestre se terminant le 30 septembre 2017, la Société avait racheté et annulé 1 077 400 actions ordinaires (2 024 400 actions en 2016) au prix moyen pondéré de 20,97 \$ l'action ordinaire aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, pour une contrepartie totale de 22,6 millions \$ (32,8 millions \$ en 2016). L'excédent de la valeur de rachat des actions par rapport à leur valeur comptable, soit 20,1 millions \$ (28,2 millions en 2016), a été porté aux résultats non distribués sous forme de primes de rachat.

Calcul du résultat par action

Le tableau qui suit présente les dénominateurs qui ont été utilisés pour le calcul du résultat de base et du résultat dilué par action :

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	268 706 139	268 700 234	268 640 173	268 982 788
Effet dilutif des options sur actions	1 178 035	885 240	1 198 510	549 857
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation aux fins du calcul du résultat dilué par action	269 884 174	269 585 474	269 838 683	269 532 645

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2017, des options sur 1 950 100 actions ordinaires (46 700 en 2016) ont été exclues du calcul ci-dessus, car leur inclusion aurait eu un effet antidilutif.

Dividendes

Les dividendes déclarés pour le deuxième trimestre de l'exercice 2018 se sont élevés à 24,2 millions \$, soit 0,09 \$ par action (21,5 millions \$ en 2017, soit 0,08 \$ par action). Pour la première moitié de l'exercice 2018, les dividendes déclarés se sont élevés à 45,7 millions \$, soit 0,17 \$ par action (41,7 millions \$ en 2017, soit 0,155 \$ par action).

NOTE 8 – RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL

Le tableau qui suit présente le montant total de la charge de rémunération du personnel comptabilisée en résultat net :

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 septembre		30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Salaires et autres avantages du personnel à court terme	208,0 \$	193,9 \$	428,4 \$	402,9 \$
Paiements fondés sur des actions, déduction faite du swap sur actions	3,2	8,0	20,7	16,7
Avantages postérieurs à l'emploi – régimes à prestations définies ¹⁾	7,9	7,5	15,7	15,3
Avantages postérieurs à l'emploi – régimes à cotisations définies	3,0	3,9	6,3	6,4
Indemnités de cessation d'emploi	0,8	4,5	1,5	7,0
Total de la charge de rémunération du personnel ²⁾	222,9 \$	217,8 \$	472,6 \$	448,3 \$

¹⁾ Comprennent les intérêts nets sur les obligations au titre des avantages du personnel.

²⁾ Il se peut que certains membres du personnel de direction clé aient conclus des contrats d'emplois qui prévoient le versement de paiements en cas de congédiement non motivé et de paiements en cas de cessation d'emploi à la suite d'un changement de contrôle. Ces contrats d'emploi ont une durée indéterminée. Se reporter à la circulaire de sollicitation de procurations 2017 pour plus d'information.

NOTE 9 – AUTRES PROFITS (PERTES) – MONTANT NET

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 septembre		30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Cession d'immobilisations corporelles	4,3 \$	0,5 \$	5,2 \$	0,2 \$
Montant net des pertes de change	(0,8)	(5,0)	(2,4)	(7,1)
Cession de participation dans un investissement	14,3	-	14,3	-
Autres	0,5	0,8	0,9	0,5
Autres profits (pertes) – montant net	18,3 \$	(3,7) \$	18,0 \$	(6,4) \$

Cession de participation dans un investissement

Durant le deuxième trimestre de l'exercice 2018, la Société a disposé de sa participation de 49 % dans Zhuhai Xiang Yi Aviation Technology Company Limited, une participation mise en équivalence, pour une contrepartie en trésorerie nette de 114,0 millions \$. À la suite de la cession de la participation un goodwill de 6,3 millions \$ a été décomptabilisé et une perte de valeur de 7,0 millions \$ a été comptabilisée à l'égard d'un placement connexe dans une société mise en équivalence. La Société a réalisé un gain sur la cession de 14,3 millions \$.

NOTE 10 – COÛTS DE RESTRUCTURATION, D'INTEGRATION ET D'ACQUISITION

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 septembre		30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Coûts de restructuration	- \$	7,6 \$	- \$	10,1 \$
Coûts d'intégration	-	1,1	-	1,5
Coûts d'acquisition	-	0,9	-	1,1
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	- \$	9,6 \$	- \$	12,7 \$

Coûts de restructuration

Les coûts de restructuration représentent les coûts liés au plan d'amélioration des processus mis en place au cours de l'exercice 2016 et à l'acquisition de Lockheed Martin Commercial Flight Training (LMCFT) au cours de l'exercice 2017. Ces coûts se composent principalement d'indemnités de cessation d'emploi, de coûts liés à la résiliation de contrats et d'autres coûts connexes, y compris l'obligation connexe au titre des avantages du personnel. Les coûts de restructuration relatifs au programme d'amélioration des processus de la Société et à l'acquisition de LMCFT avaient tous été complétés à la fin de l'exercice 2017.

Coûts d'intégration

Les coûts d'intégration représentent les coûts supplémentaires directement liés à l'intégration de LMCFT dans les activités courantes de la Société. Il s'agit principalement des dépenses liées à la normalisation des processus et de la réglementation, à l'intégration des systèmes et à d'autres activités.

Coûts d'acquisition

Les coûts d'acquisition représentent les coûts directement liés à l'acquisition de LMCFT et comprennent les charges, les frais, les commissions et les autres coûts associés à la collecte d'information, à la négociation des contrats et aux évaluations des risques, ainsi qu'aux services des avocats, des conseillers et des spécialistes.

NOTE 11 – RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

La variation du fonds de roulement hors trésorerie se présente comme suit:

<i>Semestres clos les 30 septembre</i>	2017	2016
Flux de trésorerie liés au fonds de roulement hors trésorerie :		
Créances clients et autres débiteurs	32,7 \$	(34,2) \$
Contrats en cours : actifs	(20,1)	34,1
Stocks	(1,0)	(55,5)
Acomptes	(8,4)	(3,8)
Impôt sur le résultat à recouvrer	9,8	7,9
Dettes fournisseurs et charges à payer	(121,6)	(86,0)
Provisions	(13,9)	(0,9)
Impôt sur le résultat à payer	(10,1)	(6,3)
Produits différés	55,3	3,1
Contrats en cours : passifs	(43,0)	58,4
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(120,3) \$	(83,2) \$

NOTE 12 – JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur des instruments financiers est établie en fonction des informations disponibles sur le marché à la date de clôture. Lorsqu'il n'existe aucun marché actif pour un instrument financier, la Société a recours aux méthodes d'évaluation décrites ci-après pour déterminer la juste valeur de l'instrument. Pour formuler les hypothèses qu'exige le modèle d'évaluation, la Société s'appuie principalement sur des facteurs de marché externes faciles à observer. Les hypothèses ou les facteurs qui ne sont pas fondés sur des données de marché observables intègrent les meilleures estimations faites par la Société des hypothèses posées par les intervenants du marché, et ils sont utilisés en l'absence de données externes. Le risque de crédit lié à l'autre partie et le risque de crédit propre à la Société sont pris en compte dans l'estimation de la juste valeur des actifs et passifs financiers.

Les hypothèses et méthodes d'évaluation ci-après ont été utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers :

- i) La juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des créances clients et autres débiteurs, des contrats en cours ainsi que des dettes fournisseurs et charges à payer se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée;
- ii) La juste valeur des instruments dérivés, y compris les contrats à terme, les swaps et les dérivés incorporés comptabilisés séparément, est déterminée selon des techniques d'évaluation et est calculée d'après la valeur actualisée des flux de trésorerie projetés estimatifs, selon une courbe appropriée des taux d'intérêt et des taux de change. Les hypothèses sont fondées sur les conditions du marché à chaque date de clôture. Les instruments dérivés représentent les montants estimatifs que la Société encaisserait ou paierait pour régler les contrats à chaque date de clôture;
- iii) La juste valeur du placement disponible à la vente dont la valeur de marché n'est pas facile à déterminer est évaluée à l'aide d'un modèle fondé sur les flux de trésorerie actualisés, lequel repose sur certaines hypothèses non étayées par des prix ou des taux observables sur le marché;
- iv) La juste valeur des créances non courantes est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés au moyen de taux d'intérêt en vigueur pour des instruments dont les modalités et les durées à couvrir jusqu'à l'échéance sont similaires;
- v) La juste valeur des provisions, de la dette à long terme et des passifs non courants, y compris les obligations au titre des contrats de location-financement et des redevances, est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés au taux d'intérêt en vigueur pour des instruments dont les modalités et les durées à couvrir jusqu'à l'échéance sont similaires.

La valeur comptable et la juste valeur des instruments financiers, par catégorie, s'établissent comme suit au 30 septembre 2017 :

	JVBRN ¹⁾	Disponibles à la vente	Prêts et créances	Valeur comptable		Juste valeur
				DDRC ²⁾	Total	
Actifs financiers						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	541,0 \$	- \$	- \$	- \$	541,0 \$	541,0 \$
Créances clients et autres débiteurs	-	-	488,1 ³⁾	-	488,1	488,1
Contrats en cours : actifs	-	-	341,3	-	341,3	341,3
Actifs financiers dérivés	8,0	-	-	39,7	47,7	47,7
Autres actifs	26,3 ⁴⁾	1,4 ⁵⁾	157,1 ⁶⁾	-	184,8	197,6
	575,3 \$	1,4 \$	986,5 \$	39,7 \$	1 602,9 \$	1 615,7 \$

	JVBRN ¹⁾	Autres passifs financiers	DDRC ²⁾	Valeur comptable		Juste valeur
				Total		
Passifs financiers						
Dettes fournisseurs et charges à payer	- \$	506,2 \$ ⁷⁾	- \$	506,2 \$	506,2 \$	506,2 \$
Provisions	0,1	29,5	-	29,6	29,6	29,6
Total de la dette à long terme	-	1 213,2 ⁸⁾	-	1 213,2	1 275,6	1 275,6
Autres passifs non courants	-	150,2 ⁹⁾	-	150,2	170,6	170,6
Passifs financiers dérivés	6,3	-	6,7	13,0	13,0	13,0
	6,4 \$	1 899,1 \$	6,7 \$	1 912,2 \$	1 995,0 \$	1 995,0 \$

La valeur comptable et la juste valeur des instruments financiers, par catégorie, s'établissaient comme suit au 31 mars 2017 :

	JVBRN ¹⁾	Disponibles à la vente	Prêts et créances	Valeur comptable		Juste valeur
				DDRC ²⁾	Total	
Actifs financiers						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	504,7 \$	- \$	- \$	- \$	504,7 \$	504,7 \$
Créances clients et autres débiteurs	-	-	526,4 ³⁾	-	526,4	526,4
Contrats en cours : actifs	-	-	337,5	-	337,5	337,5
Actifs financiers dérivés	12,2	-	-	27,2	39,4	39,4
Autres actifs	26,0 ⁴⁾	1,4 ⁵⁾	167,6 ⁶⁾	-	195,0	210,7
	542,9 \$	1,4 \$	1 031,5 \$	27,2 \$	1 603,0 \$	1 618,7 \$

	JVBRN ¹⁾	Autres passifs financiers	DDRC ²⁾	Valeur comptable		Juste valeur
				Total		
Passifs financiers						
Dettes fournisseurs et charges à payer	- \$	615,0 \$ ⁷⁾	- \$	615,0 \$	615,0 \$	615,0 \$
Provisions	0,1	39,3	-	39,4	39,4	39,4
Total de la dette à long terme	-	1 258,2 ⁸⁾	-	1 258,2	1 340,3	1 340,3
Autres passifs non courants	-	146,5 ⁹⁾	-	146,5	170,4	170,4
Passifs financiers dérivés	9,8	-	10,4	20,2	20,2	20,2
	9,9 \$	2 059,0 \$	10,4 \$	2 079,3 \$	2 185,3 \$	2 185,3 \$

¹⁾ JVBRN : juste valeur par le biais du résultat net.

²⁾ DDRC : dérivés désignés comme faisant partie d'une relation de couverture.

³⁾ Comprend les créances clients, les créances clients non facturées et d'autres montants à recevoir.

⁴⁾ Représente les liquidités soumises à restrictions.

⁵⁾ Représente le placement de portefeuille de la Société.

⁶⁾ Comprend les créances non courantes et les acomptes.

⁷⁾ Comprend les dettes fournisseurs, les charges à payer, les intérêts à payer, certains passifs liés à la paie et les obligations courantes relatives aux redevances.

⁸⁾ Abstraction faite des coûts de transaction.

⁹⁾ Comprend les obligations non courantes relatives aux redevances et les autres passifs non courants.

La Société n'a pas choisi de désigner volontairement ses instruments financiers comme étant détenus à la juste valeur par le biais du résultat net. En outre, aucune modification n'a été apportée au classement des instruments financiers depuis leur mise en place.

Hiérarchie des justes valeurs

La hiérarchie des justes valeurs reflète l'importance des données utilisées aux fins des évaluations et comporte les niveaux suivants :

- Niveau 1 : Prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;
- Niveau 2 : Données d'entrée autres que les prix cotés inclus au niveau 1 qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (comme les prix sur des marchés inactifs) ou indirectement (comme cotés pour des actifs ou des passifs semblables);
- Niveau 3 : Données d'entrée concernant l'actif ou le passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données d'entrée non observables).

Chaque type de juste valeur est classé en fonction du niveau le moins élevé des données d'entrée qui sont importantes pour l'évaluation à la juste valeur prise dans son ensemble.

Le tableau qui suit présente les instruments financiers constatés à la juste valeur par catégorie :

	30 septembre			31 mars		
	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers						
Détenus à la juste valeur par le biais du résultat net						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	541,0 \$	- \$	541,0 \$	504,7 \$	- \$	504,7 \$
Liquidités soumises à restrictions	26,3	-	26,3	26,0	-	26,0
Contrats de change à terme	7,1	-	7,1	7,4	-	7,4
Dérivés incorporés sur devises	0,9	-	0,9	1,8	-	1,8
Swaps sur actions	-	-	-	3,0	-	3,0
Disponibles à la vente	-	1,4	1,4	-	1,4	1,4
Dérivés désignés comme faisant partie d'une relation de couverture						
Contrats de change à terme	28,4	-	28,4	10,8	-	10,8
Swaps de devises	11,3	-	11,3	16,4	-	16,4
	615,0 \$	1,4 \$	616,4 \$	570,1 \$	1,4 \$	571,5 \$
Passifs financiers						
Détenus à la juste valeur par le biais du résultat net						
Passifs éventuels découlant des regroupements d'entreprises						
Contrats de change à terme	- \$	0,1 \$	0,1 \$	- \$	0,1 \$	0,1 \$
Swaps sur actions	5,4	-	5,4	9,8	-	9,8
	0,9	-	0,9	-	-	-
Dérivés désignés comme faisant partie d'une relation de couverture						
Contrats de change à terme	6,5	-	6,5	10,0	-	10,0
Swaps de taux d'intérêt	0,2	-	0,2	0,4	-	0,4
	13,0 \$	0,1 \$	13,1 \$	20,2 \$	0,1 \$	20,3 \$

Les variations des instruments financiers de niveau 3 sont comme suit :

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 septembre	30 septembre	30 septembre	30 septembre
	2017	2016	2017	2016
Solde à l'ouverture de la période	1,3 \$	1,1 \$	1,3 \$	1,0 \$
Total des pertes réalisées et latentes :				
Comptabilisés dans les autres éléments du résultat global	-	-	-	(0,1)
Émis et réglés	-	(0,2)	-	-
Solde à la clôture de la période	1,3 \$	0,9 \$	1,3 \$	0,9 \$

NOTE 13 – SECTEURS OPÉRATIONNELS ET SECTEURS GÉOGRAPHIQUES

La Société a choisi d'organiser ses secteurs opérationnels en fonction principalement des marchés de ses clients. La Société gère ses activités au moyen de trois secteurs. Les secteurs opérationnels sont présentés de la même façon que dans les rapports internes fournis au chef des opérations qui prend les décisions.

Résultats par secteur

La mesure de rentabilité d'après laquelle la Société décide des ressources à affecter aux différents secteurs et juge des résultats obtenus est le résultat opérationnel (ci-après dénommé résultat opérationnel sectoriel). Les principes comptables suivis pour préparer l'information par secteur opérationnel sont les mêmes que ceux utilisés pour dresser les états financiers consolidés de la Société. La répartition des actifs utilisés en commun par les secteurs opérationnels et des coûts et des passifs qui leur sont communs (essentiellement des frais généraux) est faite au prorata de l'utilisation qui revient à chacun d'eux lorsqu'elle peut être déterminée et évaluée, à défaut de quoi la répartition est faite en proportion du coût des ventes de chaque secteur.

	Solutions de formation pour l'aviation civile		Défense et sécurité		Santé		Total	
	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016
<i>Trimestres clos les 30 septembre</i>	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016
Produits des activités ordinaires externes	349,0 \$	354,7 \$	268,7 \$	253,2 \$	28,3 \$	27,6 \$	646,0 \$	635,5 \$
Dotation aux amortissements								
Immobilisations corporelles	22,9	25,5	5,1	4,1	0,6	0,6	28,6	30,2
Immobilisations incorporelles et autres actifs	8,9	8,5	8,9	7,0	2,5	2,7	20,3	18,2
Baisses de valeur des stocks – montant net	0,3	0,5	0,2	0,5	-	0,1	0,5	1,1
Baisses de valeur (reprise des baisses de valeur)								
des créances clients – montant net	0,2	1,6	-	(0,1)	-	0,1	0,2	1,6
Quote-part après impôt du résultat net								
des participations mises en équivalence	6,5	10,4	1,6	2,4	-	-	8,1	12,8
Résultat opérationnel sectoriel	77,1	54,2	30,0	29,0	2,2	2,6	109,3	85,8

	Solutions de formation pour l'aviation civile		Défense et sécurité		Santé		Total	
	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016
<i>Semestres clos les 30 septembre</i>	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016
Produits des activités ordinaires externes	760,8 \$	726,3 \$	531,9 \$	510,5 \$	52,2 \$	50,3 \$	1 344,9 \$	1 287,1 \$
Dotation aux amortissements								
Immobilisations corporelles	48,2	52,7	10,3	8,3	1,3	1,3	59,8	62,3
Immobilisations incorporelles et autres actifs	18,8	16,9	18,5	20,7	5,4	5,3	42,7	42,9
Baisses de valeur (reprise des baisses de valeur)								
des stocks – montant net	1,9	0,3	0,4	0,6	-	(0,1)	2,3	0,8
Baisses de valeur (reprise des baisses de valeur)								
des créances clients – montant net	0,1	2,5	-	(0,1)	(0,1)	-	-	2,4
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	15,3	19,2	5,3	4,0	-	-	20,6	23,2
Résultat opérationnel sectoriel	150,2	118,0	56,3	57,4	0,6	2,5	207,1	177,9

Les dépenses d'investissement en immobilisations qui prennent la forme d'ajouts aux actifs non courants (autres que les instruments financiers et les actifs d'impôt différé), par secteur, se présentent comme suit :

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Solutions de formation pour l'aviation civile	23,8 \$	30,4 \$	62,5 \$	66,1 \$
Défense et sécurité	7,5	36,4	26,2	64,7
Santé	2,5	1,2	5,3	2,8
Total des dépenses d'investissement en immobilisations	33,8 \$	68,0 \$	94,0 \$	133,6 \$

Résultat opérationnel

Le tableau suivant présente le rapprochement du résultat opérationnel sectoriel total et du résultat opérationnel :

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 septembre		30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Résultat opérationnel sectoriel total	109,3 \$	85,8 \$	207,1 \$	177,9 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition (note 10)	-	(9,6)	-	(12,7)
Résultat opérationnel	109,3 \$	76,2 \$	207,1 \$	165,2 \$

Actif et passif utilisés par secteur

La Société détermine les ressources à attribuer à chaque secteur d'après les actifs et les passifs qu'il utilise. Les actifs utilisés comprennent les créances clients et autres débiteurs, les contrats en cours, les stocks, les acomptes, les immobilisations corporelles, les immobilisations incorporelles, les participations mises en équivalence, les actifs financiers dérivés et les autres actifs. Les passifs utilisés comprennent les dettes fournisseurs et charges à payer, les provisions, les contrats en cours, les profits différés et autres passifs non courants ainsi que les passifs financiers dérivés.

Le tableau suivant présente le rapprochement des actifs et des passifs utilisés par secteur avec le total de l'actif et du passif :

	30 septembre	31 mars
	2017	2017
Actif utilisé		
Solutions de formation pour l'aviation civile	2 663,3 \$	2 821,1 \$
Défense et sécurité	1 342,7	1 363,6
Santé	241,9	264,0
Actif non inclus dans l'actif utilisé	944,7	906,1
Total de l'actif	5 192,6 \$	5 354,8 \$
Passif utilisé		
Solutions de formation pour l'aviation civile	812,7 \$	835,8 \$
Défense et sécurité	377,2	482,4
Santé	35,5	39,7
Passif non inclus dans le passif utilisé	1 855,5	1 915,9
Total du passif	3 080,9 \$	3 273,8 \$

Informations sur les produits et les services

Les produits des activités ordinaires tirés de clients externes de la Société pour ses produits et services se présentent comme suit :

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 septembre		30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Produits des activités ordinaires				
Produits de simulation	290,0 \$	279,9 \$	594,5 \$	559,6 \$
Formation et services	356,0	355,6	750,4	727,5
	646,0 \$	635,5 \$	1 344,9 \$	1 287,1 \$

Information par zone géographique

La Société vend ses produits et ses services partout dans le monde. Les ventes sont réparties entre les pays en fonction de l'emplacement des clients. Les actifs non courants, à l'exception des instruments financiers et des actifs d'impôt différé, sont répartis entre les pays en fonction de l'emplacement des actifs.

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 septembre		30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Produits des activités ordinaires tirés de clients externes				
Canada	58,0 \$	65,9 \$	128,8 \$	130,6 \$
États-Unis	228,3	243,3	474,8	459,2
Royaume-Uni	61,9	64,0	129,4	129,3
Allemagne	21,4	21,7	40,8	42,2
Pays-Bas	19,3	22,9	42,6	44,2
Autres pays d'Europe	73,8	82,2	146,1	169,1
Émirats arabes unis	28,2	6,2	56,9	25,4
Chine	61,6	29,0	87,5	70,6
Autres pays d'Asie	59,5	67,2	173,2	149,1
Australie	13,9	16,1	27,0	31,9
Autres pays	20,1	17,0	37,8	35,5
	646,0 \$	635,5 \$	1 344,9 \$	1 287,1 \$
			30 septembre	31 mars
			2017	2017
Actifs non courants autres que les instruments financiers et les actifs d'impôt différé				
Canada			920,1 \$	1 051,1 \$
États-Unis			916,2	988,1
Brésil			110,8	124,9
Royaume-Uni			218,6	218,0
Luxembourg			182,6	182,9
Pays-Bas			220,9	159,0
Autres pays d'Europe			291,2	274,0
Pays d'Asie			105,1	109,1
Autres pays			73,4	74,2
			3 038,9 \$	3 181,3 \$

NOTE 14 – TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Le tableau suivant présente les soldes en cours de la Société auprès de ses coentreprises :

	30 septembre	31 mars
	2017	2017
Créances clients et autres débiteurs (note 4)	39,6 \$	54,0 \$
Contrats en cours : actifs	13,1	14,2
Autres actifs	25,0	27,4
Dettes fournisseurs et charges à payer	15,3	15,3
Contrats en cours : passifs	3,9	25,9

Les autres actifs comprennent une créance sur un contrat de location-financement de 10,3 millions \$ (12,4 millions \$ au 31 mars 2017) échéant en octobre 2022 et portant intérêt au taux annuel de 5,14 %, un prêt de 8,5 millions \$ (8,4 millions \$ au 31 mars 2017) échéant en juin 2026 et portant intérêt au taux fixe égal au taux de swap Euro à 10 ans majoré de 2,50 %, ainsi qu'une créance non courante sans intérêt de 6,2 millions \$ (6,6 millions \$ au 31 mars 2017), sans modalité de remboursement. Au 30 septembre 2017 et au 31 mars 2017, aucune provision n'a été constituée à l'égard des montants à recevoir de parties liées

Le tableau suivant présente les transactions de la Société avec ses coentreprises :

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 septembre		30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Produits des activités ordinaires	11,6 \$	10,8 \$	46,9 \$	29,8 \$
Achats	1,2	0,5	2,3	1,1
Autres produits	0,5	0,5	0,8	0,9

De plus, au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2018, des transactions s'élevant à 0,2 million \$ (0,4 million \$ en 2017) ont été faites aux prix normaux du marché avec des entreprises dont des membres du conseil d'administration de la Société sont dirigeants. Au cours du premier semestre de l'exercice 2018, ces transactions s'élèvent à 0,4 million \$ (0,8 million \$ en 2017).

Rémunération du personnel de direction clé

Le personnel de direction clé se compose des personnes ayant l'autorité et la responsabilité des principales décisions opérationnelles, financières et stratégiques de la Société, y compris certains cadres dirigeants. La rémunération du personnel de direction clé au titre des services de salariés est présentée ci-dessous :

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 septembre		30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Salaires et autres avantages du personnel à court terme	1,1 \$	1,2 \$	2,6 \$	2,8 \$
Avantages postérieurs à l'emploi – régimes à prestations définies ¹⁾	0,4	0,3	0,9	0,6
Paiements fondés sur des actions	(0,6)	4,4	9,7	9,5
	0,9 \$	5,9 \$	13,2 \$	12,9 \$

¹⁾ Comprennent les intérêts nets sur les obligations au titre des avantages du personnel.

cae.com

Votre partenaire de choix
en formation
partout dans le monde

